



Florence Belmonte, Karim Benmiloud &  
Sylvie Imparato-Prieur (éds.)

# Guerres dans le monde ibérique et ibéro-américain

Actes du XXXV<sup>e</sup> Congrès de la S.H.F.

Cet ouvrage réunit les travaux du XXXV<sup>e</sup> Congrès de la Société des Hispanistes Français (S.H.F.) qui s'est tenu à l'Université Paul Valéry – Montpellier 3 du 20 au 22 mai 2011. Il rassemble une cinquantaine d'articles qui portent non seulement sur l'Espagne, mais aussi sur l'ensemble de la Péninsule Ibérique, sur l'Amérique hispanophone et les territoires lusophones, du XVI<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle. Le volume est divisé en quatre chapitres, « Faire la guerre », « Dire la guerre », « Représenter la guerre » et « Sortir de la guerre », qui recouvrent une large part des champs disciplinaires auxquels s'attache l'hispanisme (histoire, civilisation, littérature, théâtre, arts plastiques, peinture, musique, cinéma).

L'ouvrage comprend notamment de nombreux articles sur la guerre civile espagnole et le franquisme (dont les deux conférences plénières), mais aussi d'importantes contributions sur l'ensemble du monde ibérique et ibéro-américain (Portugal, Argentine, Colombie, Cuba, Mexique, Paraguay, Pérou, etc.).

**FLORENCE BELMONTE** est agrégée d'espagnol et Professeur de civilisation de l'Espagne contemporaine à l'Université Montpellier III.

**KARIM BENMILOUD** est normalien, agrégé d'espagnol, Professeur de littérature latino-américaine à l'Université Montpellier III et membre de l'Institut universitaire de France.

**SYLVIE IMPARATO-PRIEUR** est agrégée d'espagnol et Professeur de civilisation espagnole (XVIII<sup>e</sup> siècle) à l'Université Lyon III.

# **Guerres dans le monde ibérique et ibéro-américain**



Florence Belmonte, Karim Benmiloud &  
Sylvie Imperato-Prieur (éds.)

# **Guerres dans le monde ibérique et ibéro-américain**

**Actes du XXXV<sup>e</sup> Congrès de la S.H.F.**



**PETER LANG**

Bern · Berlin · Bruxelles · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

**Information bibliographique publiée par «Die Deutsche Nationalbibliothek»**

«Die Deutsche Nationalbibliothek» répertorie cette publication dans la «Deutsche Nationalbibliografie»; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur Internet sous <<http://dnb.d-nb.de>>.

Ouvrage publié avec le concours de l'Université Paul Valéry – Montpellier 3, le laboratoire LLACS, l'Ambassade d'Espagne en France, le Consulat d'Espagne à Montpellier.

Image de couverture : Joaquim Sorolla Bastida, «El Dos de Maig. Defensa del Parque de Artilleria de Monteleón, en Madrid, el día Dos de Mayo de 1808». Biblioteca Museu Víctor Balaguer.

ISBN 978-3-0343-1148-9 br.

ISBN 978-3-0352-0278-6 eBook

Cette publication a fait l'objet d'une évaluation par les pairs.

© Peter Lang SA, Editions scientifiques internationales, Berne 2014  
Hochfeldstrasse 32, CH-3012 Berne, Suisse  
[info@peterlang.com](mailto:info@peterlang.com), [www.peterlang.com](http://www.peterlang.com)

Tous droits réservés.

Cette publication est protégée dans sa totalité par copyright.

Toute utilisation en dehors des strictes limites de la loi sur le copyright est interdite et punissable sans le consentement explicite de la maison d'édition. Ceci s'applique en particulier pour les reproductions, traductions, microfilms, ainsi que le stockage et le traitement sous forme électronique.

Imprimé en Suisse

# Sommaire

GENEVIÈVE CHAMPEAU	
Avant-propos .....	1
FLORENCE BELMONTE, KARIM BENMILOUD, SYLVIE IMPARATO-PRIEUR	
Introduction.....	3
JULIAN CASANOVA	
Pourquoi y a-t-il eu une guerre civile en Espagne ?	
Les origines du conflit.....	15
PERE YSÀS	
El antifranquismo: de la resistencia a la movilización.....	31

## I. Faire la guerre

### *I.1. Relations internationales, diplomatie*

JEAN-MARC DELAUNAY	
L'Espagne au vent des guerres (fin XVIII <sup>e</sup> – début XXI <sup>e</sup> s.).	
Entre guerres européennes, coloniales et civiles.	
Une puissance déphasée ? .....	57
JEAN-NOËL SANCHEZ	
La question diplomatique dans la guerre hispano-batave	
aux îles Moluques .....	63
CAROLINE DOMINGUES	
Le chemin de fer français ou la menace d'une nouvelle	
invasion en Espagne .....	71
FRANCISCO CAMPUZANO	
La guerre d'Irak et le réalignement extérieur de l'Espagne.....	79
CHARLES CAPELA	
Washington et la « sécurité démocratique » en Colombie .....	87

HORTENSE FAIVRE D'ARCIER-FLORES

La lutte antiterroriste : une pierre d'achoppement  
dans les relations bilatérales entre l'Equateur et la Colombie ? ..... 95

### *I.2. Batailles et conflits armés*

PAOLA DOMINGO

La lutte pour le pouvoir dans le Paraguay de la Conquête  
(1536-1556) : l'irrésistible ascension de Domingo Martínez  
de Irala ..... 105

TEREZA CAILLAUX DE ALMEIDA

Le Portugal et l'Espagne dans les campagnes napoléoniennes  
en Péninsule Ibérique (1801-1814) : convergences et  
divergences politiques ..... 115

JÉRÔME LOUIS

La Guerre des Pâtisseries (1838-1839) ..... 123

### *I.3. Propagande*

JEAN-MICHEL DELOLME

Guerre juste et Inquisition, apologie du Saint-Office  
de Joseph de Maistre à Carl Schmitt ? ..... 135

JAVIER DOMINGUEZ ARRIBAS

La propagande antisémite et antimaçonnique pendant  
la guerre civile et l'après-guerre (Espagne, 1936-1945) ..... 145

### *I.4. Guérillas et résistances*

CANELA LLECHA LLOP

Faire la guerre au système, défendre une alternative  
politique et résister aux médias : le combat du MIL  
dans l'Espagne franquiste et postfranquiste ..... 157



DIANA BURGOS-VIGNA

Les guerres du Sentier Lumineux dans les quartiers  
populaires de Lima : stratégies symboliques, démobilisation  
et imposition d'un ordre nouveau ..... 165

## II. Dire la guerre

### II.1. Discours politique

KARINE BERGÈS

Récits et expériences de la Guerre civile espagnole à travers  
les écrits des femmes phalangistes (1936-1940)..... 177

RENÉE CLÉMENTINE LUCIEN

L'engagement de Cuba en Afrique dans les discours de Fidel Castro..... 185

### II.2. La presse : Reportages, Analyses, Commentaires

MARIE-ANGÈLE OROBON

Une guerre de papier : représentations du conflit carliste  
dans la presse satirique du *Sexenio Democrático* ..... 195

CÉCILE FOURREL DE FRETES

De la tribune à l'écran : Vicente Blasco Ibáñez et le  
« conte cinématographique » de propagande pendant  
la Première Guerre mondiale ..... 205

CHARLES LESELBAUM

La Guerre Civile d'Espagne dans la presse d'Oran en  
Algérie (1936-1939)..... 213

ALLISON TAILLOT

Andrée Viollis et la guerre d'Espagne : le grand reportage  
au service de la cause antifasciste..... 221

### II.3. Correspondance et témoignages

SARAH VOINIER

« pour donner ordre à toutes choses requises pour le fait de la demolition de Therouenne... ». Dire la guerre : étude de correspondances dans le conflit franco-espagnol au XVI<sup>e</sup> siècle..... 233

LUIS VELASCO PUFLEAU

Le journal de Silvestre Revueltas durant la Guerre civile espagnole. Le témoignage d'un compositeur mexicain derrière le front républicain espagnol..... 241

CAROLE VIÑALS

L'écriture du deuil et de la prison : *Una mujer en la guerra de España* de Carlota O'Neill..... 251

EVA LÉGER

D'une guerre à l'autre : regards croisés de deux enfants évacués de Catalogne en janvier 1939 sur l'expérience de l'exil en région rurale (Limousin et Poitou-Charentes)..... 259

VINCENT PARELLO

Les camps de réfugiés espagnols dans l'Hérault aux lendemains de la guerre civile..... 269

### II.4. Ecrivains combattants

NATHALIE FÜRSTENBERGER

La Révolution de Santa Fe (1893), ou l'honneur bafoué de l'officier Lugones ..... 283

ROBERT S. COALE

Escritores combatientes entre los Lincoln 1937-1938..... 291

### III. Représenter la guerre

#### III.1. Écritures fictionnelles

##### III.1.1. Théâtre

MARIE-PIERRE CAIRE MÉRIDA

« Quintas » et guerre carliste mises en scène dans le théâtre du  
« sexenio democrático » à Barcelone..... 303

ÉVELYNE RICCI

La compagnie « Nueva Escena » et le (nouveau) théâtre  
de guerre (octobre 1936)..... 313

ISABEL VAZQUEZ DE CASTRO

*Noche de Guerra en el Museo del Prado* de Rafael Alberti :  
la mise en scène de la protection du patrimoine artistique  
lors de la Guerre civile espagnole..... 321

ROCÍO GONZÁLEZ NARANJO

La guerre après la guerre : théâtre du désespoir chez Salvador Espriu ..... 331

SYLVIE SURÉDA-CAGLIANI

« La guerra sucia argentina » : les blessures, les traumatismes  
et leurs représentations dans le théâtre argentin..... 341

##### III.1.2. Poésie

XAVIER ESCUDERO

Les *Sonetos de Guerra* (1938-1939) de Pedro Luis de Gálvez :  
une poésie engagée dans le combat ..... 351

BÉNÉDICTE MATHIOS

Mots de la guerre, mots en guerre dans la poésie  
d'Ángel González ..... 361

DOMINIQUE CASIMIRO

La symphonie belliqueuse – création de Pablo Neruda ..... 369

### III.1.3. Prose fictionnelle

CAROLINE LYVET

La guerre de course en Méditerranée dans quelques ouvrages de fiction en prose du XVII<sup>e</sup> siècle ..... 379

FRANÇOISE AUBÈS

Les silences de l'Histoire : la Guerre du Pacifique (1879-1883) dans le roman péruvien ..... 387

MÒNICA GÜELL

La guerre et sa mise en écriture dans « En una nit obscura » et « Orleans, 3 quilòmetres » de Mercè Rodoreda ..... 395

NATALIE NOYARET

Au fil de trente ans d'écriture narrative : Merino et la guerre ..... 403

SOLANGE BUSSY

L'irruption de la guerre civile espagnole dans la fiction romanesque ..... 411

MARIE-THÉRÈSE GARCIA

Éthique et esthétique du récit de guerre dans l'œuvre d'Arturo Pérez-Reverte ..... 419

CATHERINE BEYRIE-VERDUGO

La guerre, protagoniste de *El asedio* de Arturo Pérez-Reverte ..... 427

### III.2. Les arts : Graphisme, Peinture, Musique, Cinéma

GLORIA BOSSÉ-TRUCHE

La guerre contre les hérétiques dans les recueils espagnols d'emblèmes (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles) ..... 439

CORINNE CRISTINI

La Guerre d'Afrique mise en images ..... 453

MARIE-SOLEDAD RODRIGUEZ

La guerre civile vue par les réalisatrices : *Iris* (2004) de Rosa Vergés et *La buena nueva* (2008) d'Helena Taberna ..... 467

## IV. Sortir de la guerre

ROSELYNE MOGIN-MARTIN

*Los rojos ganaron la guerra* (1989) de Fernando Vizcaíno Casas :  
quand les vaincus deviennent les vainqueurs ..... 479

ODILE DIAZ FELIU

*Historia de una maestra* de Josefina Aldecoa (1990) :  
une surprenante quête de filiations dans l’Espagne oubliée  
et triomphante des années 90 ..... 487

ALBA LARA-ALENGRIN

Hériter la guerre : mémoire et identité mutilées dans  
*Los rojos de ultramar* (2004) de Jordi Soler ..... 495

ANA ARMENTA-LAMANT

Guerre civile espagnole et mémoire historique dans les  
manuels scolaires espagnols après la Transition démocratique ..... 503

JESÚS ALONSO CARBALLÉS

Les politiques symboliques autour de la mémoire  
de la Guerre Civile dans le Pays basque : empreintes  
du passé, oubliés du présent..... 511

JEAN-STÉPHANE DURAN FROIX

Una guerra invisible. La guerra civil en la televisión  
española de la transición ..... 519

MARC MARTI

La mémoire multimédia, les chansons de la guerre civile sur *Youtube* ..... 531



## Avant-propos

Du 20 au 22 mai 2011, l'Université Paul Valéry-Montpellier III a accueilli dans ses murs le XXXV<sup>e</sup> congrès de la Société des Hispanistes français.

Le choix du thème des congrès que la SHF organise tous les deux ans répond à plusieurs exigences. Outre son intérêt scientifique, il doit s'appliquer à l'ensemble de l'aire ibérique et ibéro-américaine, aux différentes langues de la Péninsule ibérique, à l'Amérique hispanophone et aux différents territoires lusophones. Il doit également être pertinent dans les différents champs disciplinaires correspondant à la recherche dans les départements de langues à l'université – intrinsèquement pluridisciplinaires –, tels que civilisation, linguistique, littérature, théâtre, arts plastiques, cinéma, peinture, musique. Il doit enfin couvrir toutes les périodes afin que l'ensemble des membres de la Société des Hispanistes puisse être concerné. « Guerres dans le monde ibérique et ibéro-américain » répondait pleinement à tous ces critères. Précisons que la société a veillé à ouvrir cette manifestation aux jeunes chercheurs doctorants, les enseignants chercheurs de demain.

Les cinquante-trois textes qui composent l'ouvrage dessinent en creux une typologie de la guerre : guerres internationales et civiles, de voisinage et coloniales, guérillas et conflits terroristes. Loin de la restreindre aux limites militaires du conflit, ils tiennent compte de ses prolongements en temps de « paix » dans les différentes formes de violence civile et politique, ainsi que dans la bataille des mots et, plus largement, des représentations qui prolongent la guerre des armes. Il en découle une diversification des acteurs : aux institutions d'État, aux mouvements de résistance, aux groupes terroristes, sont largement associés les acteurs « culturels » de la guerre et de ses prolongements en temps de paix : la presse et autres organes de propagande, la voix des « sans voix » et leurs récits, la littérature, le théâtre, les arts visuels et la chanson. À travers une grande diversité de pays, d'époques et de contextes, cet ensemble d'articles repose la question des enjeux symboliques autant qu'économiques, politiques et identitaires de la guerre, ainsi que celle de l'*engagement* dans la littérature et les arts, qu'il s'agisse d'un engagement physique d'écrivains sur le terrain ou de l'attribution d'une visée pragmatique à leurs créations.

Bien qu'ouverte à la Péninsule ibérique et à l'Amérique, du XVI<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle, la réflexion s'est plus particulièrement cristallisée autour d'une réalité traumatique dont les blessures sont encore à vif, la guerre civile espagnole à laquelle 27 communications, soit une bonne moitié, sont consacrées. La recherche des hispanistes français est en cela en prise sur l'actualité sociopolitique, artistique

et scientifique de l'Espagne qui, à l'occasion du questionnement de la « Transition démocratique », ouvre largement le débat sur les conséquences du coup d'État militaire de juillet 1936 et sur la nécessité de reconstruire une mémoire historique (il existe aussi une guerre des mémoires). Inventaire et bilan restaient, pour une grande part, à faire, ce à quoi les Espagnols s'emploient, depuis les années 90. Le présent volume s'inscrit dans ce mouvement.

Ce congrès restera dans la mémoire des participants comme un modèle d'organisation. Que ses organisateurs, sous la houlette de Florence Belmonte, Karim Benmiloud et Sylvie Imparato-Prieur, en soient vivement remerciés, de même que Mme Anne Fraisse, Présidente de l'Université Paul Valéry-Montpellier III qui ouvrit la manifestation, le Conseil scientifique, l'École Doctorale, l'équipe LLACS et son directeur, Raphaël Carrasco, qui apportèrent leur soutien financier. Ont également contribué efficacement à sa réussite, par leur investissement, les collègues du département d'espagnol et de catalan, les services administratifs de l'UFR II et les services techniques de l'université.

Nos remerciements s'adressent, par ailleurs, à M. Carlos Bastarache Sagües, Ambassadeur d'Espagne en France et à M. Pablo de Genevois, Conseiller culturel. L'Ambassade d'Espagne, qui soutient indéfectiblement les manifestations scientifiques de la SHF, a une fois de plus répondu favorablement à notre sollicitation par l'octroi d'une subvention grâce à laquelle, en particulier, ce volume peut être publié. Que soient remerciés également M. Le Consul d'Espagne à Montpellier, M. Josep Bosch Bessa, Mme María del Camino Sastre Magro et le secrétariat du Consulat. Et, par ailleurs, M. Jean-Claude Gayssot, Vice-Président du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon et M. Gérard Rousset, Directeur de la Maison de l'Europe qui ont, eux aussi, subventionné ce congrès. Le soutien de l'ensemble de ces instances contribue au rayonnement de l'hispanisme français, aussi leur exprimons-nous notre vive gratitude.

GENEVIÈVE CHAMPEAU  
Présidente d'honneur de la SHF



# Introduction

Les guerres ont défini les frontières, modelé ou morcelé les identités et les territoires, nourri la pensée et l’imaginaire de tous ceux qui, au fil des siècles, se sont situés et construits par rapport à elles, qu’ils en aient été les instigateurs, les opposants, les victimes directes ou collatérales, ou simplement les témoins. Internationales ou civiles, d’hier ou d’aujourd’hui, les guerres peuvent être ainsi vues comme l’une des composantes essentielles de nos histoires et de nos cultures : faire la guerre, la dire ou la représenter, mais aussi en sortir pour construire la paix, tels sont par conséquent les axes que cet ouvrage, à la suite du XXXV Congrès de la Société des Hispanistes Français (SHF) qui s’est tenu à Montpellier les 20, 21 et 22 mai 2011, se propose d’examiner, en les inscrivant dans l’espace ibérique et ibéro-américain.

L’ouvrage proposé ici est divisé en quatre grands chapitres : « Faire la guerre », « Dire la guerre », « Représenter la guerre », et enfin « Sortir de la guerre ». Outre la présente introduction, deux contributions sur la guerre civile espagnole et ses prolongements sont proposées en ouverture de ce livre, tant il est vrai que, pour des raisons historiques, la guerre civile espagnole est à la fois un référent tragique et un paradigme structurant, qui a durablement marqué la façon dont l’hispanisme français a observé, analysé et pensé la guerre, ou plutôt les guerres, depuis plusieurs décennies, depuis les années quarante du siècle dernier jusqu’à l’aube de ce XXI<sup>e</sup> siècle.

Julian Casanova resitue les problèmes politiques rencontrés par la seconde République dans une perspective comparatiste avec des pays de l’Europe occidentale à la même période. Cet éclairage met en évidence la responsabilité du coup d’Etat militaire dans le déclenchement et la durée de la guerre civile, relativisant par contrecoup la thèse entendue jusqu’à nos jours d’un chaos politique engendré par une République qui aurait été incapable de faire face à la situation de crise.

Pere Ysàs montre que, dans le prolongement d’une guerre dont l’armistice n’avait pas prononcé la fin, l’opposition antifranquiste a joué un rôle efficace et déterminant dans la lutte contre la dictature. En choisissant après la période de résistance, la mobilisation sociale comme modalité d’action, elle contraignit le franquisme à toujours user de la seule arme dont il disposait, la répression, l’enfermant dans une spirale propre à alimenter cette même mobilisation et à disqualifier le régime aux yeux de l’opinion publique et de la communauté internationale.

Mais, au fil de cet ouvrage, comme on va le voir, on découvrira aussi d’importantes contributions sur les guerres dans l’ensemble du monde ibérique et

ibéro-américain, au sens large : Portugal, Mexique, Cuba, Colombie, Pérou, Argentine et Paraguay notamment.

Le premier chapitre, « Faire la guerre », rassemble treize articles, répartis dans quatre sous-chapitres : « Relations internationales et diplomatie », « Batailles et conflits armés », « Propagande » et « Guérillas et résistances ».

Dans le sous-chapitre « Relations internationales et diplomatie », Jean-Marc Delaunay, avec son article « L'Espagne au vent des guerres (fin XVIIIe – début XXIe) », commence par se demander si la décadence de l'Espagne doit être reliée à son rapport avec la guerre, qui n'est pas seulement une rupture de la paix avec l'extérieur, aux frontières – la guerre de voisinage ou de coalition – ou au-delà des mers – la guerre coloniale – mais aussi rupture interne, politique, ethnique, économique et sociale, la guerre civile. Envisager cette tripartition éclaire sur l'évolution de sa place, de son classement dans l'inévitable hiérarchie des nations qui mêle cohérence nationale, force stratégique métropolitaine et projection mondiale, ces deux derniers aspects relevant de l'international. Jean-Noël Sanchez, dans son étude sur la guerre hispano-batave aux Îles Moluques au XVIIe siècle, s'interroge sur les causes de la défaite espagnole, qu'il attribue aux différences notables en matière de diplomatie, qui ont leur origine dans la façon de percevoir cet Autre moluquois : si les Espagnols veulent en faire un vassal du Roi d'Espagne, les Bataves, par le biais de la VOC (Compagnie néerlandaise des Indes Orientales), instituent des rapports bilatéraux, qui font du Moluquois, au moins dans les formes, un partenaire. Caroline Dominguez, en abordant la question du chemin de fer français en Espagne, montre qu'il devient très vite une arme décisive, sur le plan de la stratégie militaire. Elle étudie l'inquiétude liée au danger d'invasion rapide qu'il représente pour l'Espagne dans une série d'articles parus dans *El Archivo diplomático-político de España*, hebdomadaire publié entre 1883 et 1892, qui abordait les thèmes liés à la diplomatie et aux relations internationales sans pour autant défendre ou soutenir aucune tendance politique. Deux articles montrent ensuite l'influence des États-Unis sur des conflits intérieurs ou extérieurs du monde ibérique et ibéro-américain : Francisco Campuzano, dans son étude sur « La guerre d'Irak et le réalignement extérieur de l'Espagne », montre que la politique atlantiste d'Aznar peut être interprétée comme une tentative d'accéder à un statut international que l'Espagne n'avait finalement pas les moyens d'assumer ; et, dans « Washington et la sécurité démocratique en Colombie », Charles Capela, après un rappel de la nouvelle stratégie adoptée par le président colombien Andrés Pastrana pour renforcer l'Etat face aux conflits armés internes, examine l'ajustement de la politique anti-drogue et anti-terroriste du gouvernement Uribe (2002-2010) à la dynamique du conflit et aux incidences des nouveaux enjeux auxquels firent face les Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. Pour conclure, et toujours sur le continent américain, Hortense Faivre d'Arcier montre comment la lutte anti-terroriste a pu devenir une pierre

d'achoppement dans les relations bilatérales entre l'Équateur et la Colombie, et s'interroge sur la stratégie politique poursuivie dans le rétablissement du dialogue entre la Colombie, le Venezuela et l'Équateur et sur la réelle volonté de coopération dans la lutte antiterroriste manifestée par les différents acteurs.

Dans le sous-chapitre traitant des « Batailles et conflits armés » proprement dits, Paola Domingo évoque « La lutte pour le pouvoir dans le Paraguay de la Conquête (1536-1556) » en étudiant le destin particulier et l'irrésistible ascension de Domingo Martínez de Irala. Puis, dans « Le Portugal et l'Espagne dans les campagnes napoléoniennes en Péninsule Ibérique (1801-1814) », Tereza Cailiaux de Almeida s'interroge sur la différence dans l'attitude de l'Espagne et du Portugal face à l'invasion napoléonienne, qu'elle attribue essentiellement aux comportements divergents des monarques de ces deux états, et étudie les traces du conflit dans les domaines politique et institutionnel. Enfin, avec « La Guerre des Pâtisseries (1838-1839) », Jérôme Louis s'intéresse à une expédition armée menée sur ordre de Louis-Philippe pour défendre les intérêts économiques français au Mexique, devenu indépendant en 1810, et qui refusait de rembourser ses emprunts.

Un sous-chapitre est également consacré à la « Propagande », avec deux contributions. Jean-Michel Delolme se livre à une étude minutieuse de l'éloge que fit de l'Inquisition Joseph de Mestre, qui voyait en cette institution « un préservatif efficace de la guerre civile et plus particulièrement des guerres de religion ». Il s'attache à en démontrer l'influence chez les théoriciens du droit de la guerre jusqu'à Carl Schmitt, pour déterminer ensuite l'exploitation qu'ils en firent, dans des contextes historiques différents. Quant à Javier Dominguez Arribas, dans « La propagande antisémite et antimaçonnique pendant la guerre civile et l'après-guerre (Espagne 1936-1945) », il montre que « l'ennemi judéo-maçonnique », tel qu'il apparaissait dans la propagande des premières années du franquisme, agissait comme un mécanisme propre à réguler les tensions et à contrôler la dissidence interne à chaque faction qui le composait. L'auteur souligne que la rhétorique anti-judéo-maçonnique, à l'instar d'une soupape de sécurité, permettait d'exprimer, et peut-être même d'évacuer, ces mêmes tensions, par le biais d'accusations de franc-maçonnerie, comme celles étudiées dans son analyse, exprimées contre Pedro Sainz Rodríguez ou Gerardo Salvador Merino, en attendant une éventuelle intervention du dictateur en faveur de l'une ou de l'autre des factions concernées. Le franquisme ressort de cette étude comme une réalité plurielle, extrêmement conflictuelle, loin de l'uniformité affichée, ce qui ne relativise en rien son caractère dictatorial et répressif.

Enfin, un sous-chapitre intitulé « Guérillas et résistances » clôt ce premier chapitre « Faire la guerre ». Canela Llecha Llop envisage le concept de la guerre *lato sensu*, appliqué au combat spécifique que livre le MIL (*Movimiento Ibérico de Liberación*) dans l'Espagne franquiste et post-franquiste au début des

années 1970 : une guerre de terrain, une guerre médiatique, une guerre qui prend aujourd'hui les traits d'une guerre des mémoires. Parler du MIL pose aussi la question de la distinction, pas toujours évidente en Espagne, entre le combat antifranciste et le combat anticapitaliste. En ce sens, le MIL renouerait, par ses méthodes, avec le projet révolutionnaire anarchiste de la FAI mais serait aussi à replacer dans les courants révolutionnaires armés de la Bande à Baader et des Brigades rouges. Enfin, dans « Les guerres du Sentier Lumineux dans les quartiers populaires de Lima », Diana Burgos-Vigna analyse les différentes stratégies déployées par l'organisation de guérilla dans une communauté urbaine périphérique de Lima, celle de Villa El Salvador, en insistant sur les interactions et les contradictions de deux formes de mobilisation : la voie violente imposée par le Sentier Lumineux, et celle de l'autogestion promue par la communauté de Villa El Salvador. Deux visions du militantisme se détachent ainsi sur fond de violence, qui aboutissent à deux représentations opposées de la « guerre populaire », menée contre l'un des fléaux de ce pays andin : la pauvreté.

Le deuxième chapitre, « Dire la guerre », rassemble treize articles, répartis dans quatre sous-chapitres : « Discours politique », « La presse : reportages, analyses, commentaires », « Correspondance et témoignages » et « Écrivains combattants ».

Dans le premier sous-chapitre consacré au « Discours politique », un article de Karine Bergès, « Récits et expériences de la Guerre civile espagnole à travers les écrits des femmes phalangistes (1936-1940) », montre que le seul fait de « dire la guerre » équivalait pour les femmes phalangistes à la faire. L'auteure établit ainsi que le discours sur la guerre des femmes phalangistes était un acte d'auto-affirmation car, par analogie, elles devenaient détentrices d'un pouvoir symbolique. Rien d'étonnant dans ce contexte que l'élite féminine de la Phalange n'ait jamais renoncé à la prise de parole malgré la dialectique autour du « travail silencieux » qui relevait plus de l'intériorisation d'une culture de genre que de la praxis. Un second article de Renée Clémentine Lucien, sur « L'engagement de Cuba en Afrique dans les discours de Fidel Castro », s'attache, à partir de trois discours prononcés par Fidel Castro en 1976, 1991 et 2005, à comprendre les inflexions, dans la *dispositio* et l'*elocutio*, d'une base discursive bâtie à partir de données tenant à la situation intérieure cubaine et à l'évolution des équilibres géopolitiques. Il y apparaît ainsi que le récit glorieux fait par Fidel Castro légitime le rôle historique et mythique de l'Armée Rebelle, en mettant en scène des héros sans failles qui, en Afrique, ont suivi les traces des révolutionnaires du Granma, de la Sierra Maestra et de Playa Girón, contre le colonialisme, le capitalisme impérialiste, et le régime de l'apartheid sud-africain.

Dans le deuxième sous-chapitre, intitulé « La presse : reportages, analyses, commentaires », Marie-Angèle Orobon, analyse d'abord les « Représentations du conflit carliste dans la presse satirique du Sexenio democrático » (1868-1874).

Au début de cette année 1874, le soulèvement carliste a notablement changé de physionomie : il n'est plus question de lutter contre des factions éparses et relativement contrôlables, mais contre un mouvement qui s'est amplifié depuis la proclamation de la république en février 1873, qui s'est doté d'un État dans les provinces basques et d'une armée organisée. Dans ce contexte de radicalisation et d'amplification du conflit, l'hebdomadaire *El Cañón Krupp*, s'inscrit dans la continuité d'une entreprise patriotique semblable à l'offensive qu'avait menée son aîné *El Cañón Rayado* et, en même temps, rejoint ses confrères de la presse républicaine satirique dans la dénonciation du carlisme, dénonciation muée en croisade pour la civilisation contre la barbarie. Cécile Fourrel de Frettes, dans son article sur « Vicente Blasco Ibáñez et le conte cinématographique de propagande pendant la Première Guerre Mondiale », étudie comment l'écrivain espagnol s'engage aux côtés de la France en utilisant les médias dont il disposait en tant que journaliste, éditeur, romancier et cinéaste. Il fait œuvre de propagande pour galvaniser le moral des nations et convaincre les pays restés à l'écart du conflit de prendre fait et cause pour les valeurs républicaines que cette nation incarnait à ses yeux. Charles Leselbaum, quant à lui, s'intéresse à « La guerre civile d'Espagne dans la presse d'Oran en Algérie (1936-1939) », en s'appuyant sur trois journaux, *Oran Matin*, *L'Echo d'Oran* et *Oran Républicain*, pour étudier sous quelle forme et avec quel contenu ils rendent compte de la Guerre en Espagne et de ses conséquences. Enfin, dans « Andrée Viollis et la Guerre d'Espagne : le grand reportage au service de la cause antifasciste », Allison Taillot propose une analyse des nombreux reportages d'Andrée Viollis sur la guerre d'Espagne, publiés entre la fin juillet 1936 et la mi-janvier 1939, qui éclaire tant la personnalité de cette journaliste engagée que sa conception exigeante et militante de l'écriture de presse. Consciente des enjeux de la résistance opposée par la République espagnole au fascisme international, elle s'efforça de se faire courroie de transmission pour sensibiliser, mobiliser et impressionner une opinion publique française en prise avec la politique de Non-Intervention. Au-delà des collaborations de la journaliste au *Petit Parisien*, à *Vendredi* et à *Ce Soir*, et sur la base du dialogue singulier qui s'établit alors par voie de presse entre Andrée Viollis et María Teresa León, Allison Taillot postule l'existence d'une « infracommunauté » antifasciste singulière au sens d'hybride entre les communautés intellectuelle et féminine.

Le troisième sous-chapitre, « Correspondances et témoignages », s'ouvre sur un article de Sarah Voinier, qui s'interroge sur l'usage de l'écrit dans le contexte de guerre au XVI<sup>e</sup> siècle, au travers de la correspondance échangée entre divers responsables de la destruction de la ville de Théroouanne, ville frontalière de l'Artois. Tombée aux mains des troupes impériales le 20 juin 1553, la ville fut rasée sur ordre de Charles Quint, une destruction programmée au cours du siège et rapidement mise en œuvre, dont l'auteure dégage les principales étapes ainsi que les enjeux. Trois contributions portent ensuite sur des témoignages sur la guerre

civile espagnole. Luis Velasco Pufleau étudie le journal de Silvestre Revueltas, témoignage d'un compositeur mexicain derrière le front républicain espagnol. Ce journal que Silvestre Revueltas écrit durant la guerre civile est un document qui fait référence à un monde double, celui des acteurs de l'Espagne en guerre et celui du compositeur antifasciste mexicain engagé dans la transformation de l'ordre social. L'Espagne y est le théâtre où se joue l'avenir de l'humanité, d'où l'urgence de l'engagement des artistes et des intellectuels du monde contre le fascisme et la barbarie. La sauvegarde de la II<sup>e</sup> République impliquant la consolidation nationale et internationale du régime progressiste mexicain, artistes et intellectuels mexicains doivent s'engager afin d'achever les réformes économiques et sociales entreprises par le gouvernement de Lázaro Cárdenas. Dans sa contribution, Carole Viñals invite à saisir les enjeux actuels de la réédition en 2006 d'un ouvrage, *Una mujer en la guerra de España*, de Carlota O'Neill dont la diffusion était restée confidentielle lors de sa première parution en Espagne en 1977. Il s'agit de cerner l'intimité, l'expérience vécue, les stratégies de survie ainsi que la spécificité du témoignage féminin dans les écrits de prison. Quant au travail d'Eva Léger, il s'intéresse aux « Regards croisés de deux enfants évacués de Catalogne en janvier 1939 sur l'expérience de l'exil en région rurale (Limousin et Poitou-Charentes) ». Raimundo et Julia, enfants de l'exil issus de milieux sociaux distincts, ont été confrontés à de lourdes épreuves. Témoins de la guerre d'Espagne, ils en ont subi les multiples effets : déplacements, séparation familiale, départ vers l'inconnu, arrivée dans un territoire étranger, adaptation à une vie nouvelle dans la France en guerre. Ces deux témoignages permettent d'interroger les formes du récit actuel des enfants de l'exil ainsi que leur modalité d'inscription dans une mémoire collective. Enfin, dans son article sur « Les camps de réfugiés espagnols dans l'Hérault aux lendemains de la guerre civile », Vincent Parello montre que la politique d'accueil des réfugiés espagnols mise en place par le préfet Antoine Monis au cours de l'année 1939 poursuivait un triple but : venir en aide aux réfugiés « désirables », discipliner les réfugiés « indésirables » car politiquement « dangereux » et intégrer les réfugiés dans le circuit productif. Cette politique, ambiguë s'il en est, reprend mot pour mot les directives d'humanité et de fermeté prônées par le président du Conseil et le ministre de l'Intérieur. Inspirée d'un idéal de justice et de miséricorde, elle repose essentiellement sur l'encouragement au rapatriement et à la ré-émigration, sur l'aide humanitaire apportée aux femmes et aux enfants, ainsi que sur la surveillance étroite des hommes et des miliciens perçus comme une source de danger potentiel.

Un quatrième et dernier sous-chapitre s'intéresse enfin aux cas particuliers des « Écrivains combattants », qui, outre la plume, ont à un moment pris les armes pour s'engager dans des conflits guerriers. La première contribution nous conduit en Argentine puisque, dans « La Révolution de Santa Fe (1893), ou l'honneur bafoué de l'officier Lugones », Nathalie Fürstenberger s'intéresse à la participation

militaire de Leopoldo Lugones à l'intervention fédérale de septembre 1893, et montre que cet événement méconnu n'a rien d'un épiphénomène dans la vie de l'auteur argentin. Formateur et valorisant pour un homme qui concevait son enrôlement comme un honneur, cet épisode conforte en effet l'image idéale que se faisait Lugones de sa mission. De même, dans son étude sur la Brigade Abraham Lincoln, dont les archives se trouvent à New York, Robert Coale s'intéresse aux destins de quatre écrivains ou journalistes nord-américains qui, à la différence d'Ernest Hemingway par exemple (qui ne fut que correspondant de guerre), prirent réellement les armes au sein des Brigades Internationales engagées dans le camp républicain : Alvah Bessie, Eddie Rolfe, James Neugass y James Lardner.

Le troisième chapitre, « Représenter la guerre », rassemble une part importante des travaux inclus dans l'ensemble de cet ouvrage, à savoir dix-huit articles. Ils se répartissent en quatre sous-chapitres : « Écritures fictionnelles 1. Théâtre », « Écritures fictionnelles 2. Poésie », « Écritures fictionnelles 3. Prose » et enfin « Les arts : graphisme, peinture, cinéma ».

Dans le premier sous-chapitre, consacré à la représentation de la guerre dans le théâtre, on lira cinq contributions, qui vont du théâtre espagnol du « Sexenio democrático » (1868-1874) au théâtre sous la dictature argentine un siècle plus tard (1976-1983). Dans son étude sur le théâtre du « sexenio democrático » à Barcelone, Marie-Pierre Caire-Merida analyse d'abord la façon dont sont mis en scène deux thèmes d'actualité, le système des « quintas » et le caractère fratricide de la guerre carliste, et s'interroge sur le rôle médiatique du théâtre et son utilisation à des fins politiques, dégageant ainsi la spécificité de la scène catalane. Ensuite, dans le contexte de la guerre civile espagnole, Evelyne Ricci étudie la naissance d'un nouveau théâtre à l'initiative de la compagnie « Nueva Escena » au Théâtre Español de Madrid, en octobre 1936. Grâce à l'étude de trois pièces courtes, *La llave*, de Ramón J. Sender, *Al amanecer*, de Rafael Dieste et *Los salvadores de España*, de Rafael Alberti, elle montre ainsi que, malgré la guerre, la créativité des auteurs reste forte, et surtout que le théâtre est bien une arme de combat efficace et d'autant plus puissante qu'il ne renonce pas à être d'abord de l'art. Isabel Vázquez de Castro se penche quant à elle sur la spécificité de l'écriture théâtrale de Rafael Alberti, en prenant appui sur sa pièce *Noche de Guerra en el Museo del Prado*, écrite en 1956. L'étude montre comment Alberti s'empare d'un fait historique et mobilise des arts divers pour créer une œuvre originale et forte, nourrie de références et d'hommages littéraires et picturaux. Rocío González Naranjo, prenant appui sur deux œuvres du poète catalan Salvador Espriu, s'emploie à démontrer comment le dramaturge met en scène le désespoir des Catalans, dans un après-guerre qui condamne leur culture et leur langue. Enfin, dans un dernier article, Sylvie Suréda-Cagliani analyse *Tercero Incluido*, une pièce du dramaturge argentin Eduardo Pavlovsky (1981). En portant un regard critique sur le rôle de la junte militaire durant « la guerra sucia » (1976-1983), et grâce à la vacuité du

dialogue qui confère à cette œuvre une dimension absurde et tragi-comique, Pavlovsky, mobilise le spectateur en recréant l'univers quotidien d'un couple de la moyenne bourgeoisie argentine, Anastasio et Carmela, qui décident de se réfugier dans leur lit matrimonial pour se protéger d'un ennemi potentiel (un « monstre ») qui les menace.

Dans le deuxième sous-chapitre, consacré à la représentation de la guerre dans la poésie, on trouvera trois contributions, qui analysent les productions poétiques de Pedro Luis de Gálvez, Ángel González et Pablo Neruda. C'est d'abord Xavier Escudero qui examine une série de sonnets du poète Pedro Luis de Gálvez, publiés quotidiennement d'octobre 1938 à mars 1939 dans le journal anarcho-syndicaliste *Nosotros*, et recueillis ensuite sous le titre de *Sonetos de Guerra*. Avec lui, l'objet de la poésie se déplace sur le champ de bataille de la presse militante et pose à nouveau la question de la responsabilité et de l'engagement de l'artiste.

Dans « Mots de la guerre, mots en guerre dans la poésie d'Ángel González », Bénédicte Mathios montre comment, au-delà de la guerre vécue enfant, au-delà des détours de l'ironie face à la censure, c'est une totale liberté créatrice que revendique le sujet poétique. Enfin, dans « La symphonie belliqueuse », Dominique Casimiro révèle combien le poète chilien Pablo Neruda, explorateur des sons du monde du XXe siècle, écoute et retranscrit toutes les guerres (civile, religieuse, coloniale ou de décolonisation). Il compose ainsi la grande partition d'un projet harmonique, poétique et ontologique original, qui s'étend de 1934 à 1973 : celui d'une « symphonie belliqueuse ». Procédant par immersion au cœur du son belliqueux ou du silence imposé par la guerre, le sujet nérudien tente toujours de faire entendre une humanité souffrante.

Le troisième sous-chapitre est consacré à la représentation de la guerre dans « La prose fictionnelle ». On y lira sept articles, portant sur la littérature espagnole du XVIIe siècle jusqu'au début du XXIe siècle. « La guerre de course en Méditerranée », que signe Caroline Lyvet, analyse l'image de cette pratique telle qu'elle est représentée dans un ensemble de quatre textes parus avant 1630 (deux romans d'amour et d'aventures et deux romans dans la veine picaresque) et démontre comment ce motif romanesque vient servir une stratégie politique tendant à faire de l'Espagne la nation phare du catholicisme, dans un contexte de lutte pour la suprématie européenne de plus en plus violent. Françoise Aubès étudie quant à elle la Guerre du Pacifique (1879-1883), qui oppose le Pérou au Chili, dans le roman péruvien, où sa présence aura été longtemps refoulée. Parmi ses principales conséquences littéraires, il apparaît ainsi que la Guerre du Pacifique aura engendré un embryon de conscience pré-indigéniste, tandis que son héros ignoré, l'indien analphabète, deviendra quelques années plus tard une question nationale et le protagoniste d'un genre nouveau : le roman indigéniste.



Puis, Mónica Güell s'attache à l'analyse de la guerre et à sa mise en écriture dans deux textes de l'écrivaine catalane Mercè Rodoreda, en montrant notamment que la force narrative et poétique du premier récit réside dans la maîtrise du tempo narratif, des ellipses, dans le jeu des contrastes (obscurité/clarté, jour/nuit, amour/guerre, bruit/silence) et dans l'épuration des motifs et des symboles. Nés d'une nécessité vitale, et inspirés en partie d'un vécu autobiographique, les deux contes analysés ont une fonction poétique et cathartique résolument assumée par l'auteure. Pour sa part, Natalie Noyaret analyse la trajectoire littéraire de José María Merino au fil de trente ans d'écriture narrative. Si Merino n'est pas, à proprement parler, un écrivain de la guerre, il apporte néanmoins, en ce qui concerne la guerre civile, un précieux témoignage de seconde main, tandis que se fait jour dans ses textes un engagement constant, quoique résolument non dogmatique, du côté des perdants et des opprimés. Ensuite, Solange Bussy interroge quant à elle deux romans publiés à une trentaine d'années de distance dont l'arrière-plan est une nouvelle fois la guerre civile espagnole : *Primera memoria* d'Ana María Matute (1960) et *El año del diluvio* d'Eduardo Mendoza (1992). Elle y analyse les stratégies mises en œuvre pour traiter cet événement historique dans le monde de la fiction, et souligne l'évolution que l'on peut observer dans l'analyse des causes et des conséquences du conflit.

Deux travaux portent enfin sur la production d'Arturo Pérez Reverte. Marie-Thérèse Garcia questionne d'abord l'omniprésence de la guerre dans l'œuvre de cet auteur. Elle s'arrête sur la façon dont il utilise le récit de bataille, à la fois prétexte à une récupération d'une mémoire identitaire et à une entreprise de démythification de la guerre. Elle démontre en outre comment, en peignant l'horreur et en effaçant les limites entre réalité et fiction, Pérez Reverte pousse son lecteur à se confronter à ses propres démons. De son côté, Catherine Beyrie-Verdugo consacre son étude au roman *El asedio* du même auteur, publié en 2010, dans lequel elle distingue trois « guerres » qui se superposent et s'entremêlent dans un jeu complexe, avec pour facteur commun les bombes que les Français font pleuvoir sur la ville : le siège de Cadix par les troupes napoléoniennes en 1811, une série de meurtres de jeunes femmes, et un combat perdu d'avance, celui des hommes dans la société, ou la guerre comme métaphore de la vie humaine.

Enfin, sous le titre « Les arts : graphisme, peinture, cinéma », le quatrième sous-chapitre réunit trois approches autour de la représentation de la guerre dans les arts et à l'image, qu'il s'agisse d'images fixes ou animées. Gloria Bossé-Truche se penche ainsi sur les recueils espagnols d'emblèmes des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles pour y trouver la trace de « la guerre contre les hérétiques ». Par cette étude, elle démontre que cette littérature emblématique, genre mixte associant le texte et l'image, est un puissant outil de persuasion idéologique, élément clé de la guerre psychologique menée par l'Inquisition. Corinne Cristini s'intéresse dans son étude aux représentations de la Bataille de Tétouan, un épisode de

la Guerre d'Afrique (1859-1860), dans différents tableaux, gravures et lithographies de la seconde moitié et de la fin du XIXe siècle. Elle s'attache à dévoiler les stéréotypes présents dans ces images de propagande – cette guerre d'Afrique est la première guerre médiatisée en Espagne – et s'interroge sur leur évolution, au contact d'autres modes de représentation. Enfin, dans son étude, Marie-Soledad Rodriguez interroge la façon dont deux réalisatrices espagnoles, Rosa Vergés et Helena Taberna, évoquent la guerre civile dans deux films de 2004 et 2008. Elle met très nettement en évidence la vocation sociale de ces œuvres qui donnent à voir une certaine mémoire du passé, offrant ainsi matière à une réflexion sur les crimes du franquisme, en plein processus de reconnaissance des victimes.

Cet ouvrage se referme avec un quatrième chapitre, « Sortir de la guerre », qui rassemble sept contributions qui s'attachent à l'étude des blessures et des traces mémorielles qu'ont laissées les guerres et les conflits armés, tant dans les textes de lois ou les politiques symboliques que dans les productions culturelles et fictionnelles les plus récentes.

Du côté de la fiction, dans son article consacré à *Los rojos ganaron la guerra* (1989) de Fernando Vizcaíno Casas, Roselyne Mogin-Martin montre que l'écrivain à succès Fernando Vizcaíno Casas commémore à sa façon le 50<sup>e</sup> anniversaire de la guerre civile. Il se considère comme représentatif d'une génération d'Espagnols, ceux qui, trop jeunes pour avoir combattu, ont grandi dans une famille aisée et ont peu souffert du franquisme. Certes, la vie matérielle était difficile, mais la situation n'avait rien à voir avec les horreurs que dénoncent les opposants. Roselyne Mogin-Martin montre ainsi que, derrière les habiletés rhétoriques de sa plume et le ton léger qu'il adopte, l'auteur se livre en réalité à une authentique réhabilitation du franquisme, ainsi qu'à un règlement de comptes avec les vaincus d'hier, qui sont les gouvernants d'aujourd'hui. Avec son étude du roman de Josefina Aldecoa, *Historia de una maestra* (1990), Odile Diaz Feliu met en évidence la genèse d'une triple filiation : celle d'un pays, l'Espagne, entre son présent et son passé à travers l'histoire de la protagoniste, Gabriela ; celle de Josefina Aldecoa et de sa propre mère transposée dans la fiction autobiographique ; et enfin celle d'une écriture qui revendique une continuité dans son appartenance à la génération des années 50. L'article d'Alba Lara-Alengrin s'intéresse à *Los rojos de ultramar*, un roman du Mexicain Jordi Soler qui évoque la guerre civile espagnole et la *Retirada*. C'est en fait l'histoire de deux périple, celui du grand-père catalan qui quitte l'Espagne au moment de la *Retirada* et débarque au Mexique pour échapper à la police franquiste en France, puis, en sens inverse, le périple du petit-fils mexicain en quête de la mémoire de son aïeul. Avec ce roman sur les exilés républicains au Mexique et surtout sur la transmission de la défaite, l'œuvre de Jordi Soler s'inscrit, d'une façon très personnelle, dans une des tendances dominantes de la production des écrivains hispano-américains contemporains,

celle de la transterritorialité, qui tend notamment à effacer les frontières littéraires entre les Espagnes et les Amériques.

La contribution d'Ana Armenta-Lamant, fondée sur l'analyse contrastée de manuels d'histoire du secondaire et des lois relatives à l'éducation, met en évidence l'évolution qui s'est opérée dans l'évocation de la guerre civile espagnole. Elle démontre la récupération politique dont ce conflit n'a cessé d'être l'objet et souligne la difficulté encore aujourd'hui d'envisager avec la distance historique nécessaire cet épisode traumatique et chargé émotionnellement. Sur un sujet proche, « Les politiques symboliques autour de la mémoire de la guerre civile dans le Pays basque (1975-2010) », Jesús Alonso Carballés fait le constat que depuis 1939, l'Espagne est passée de la commémoration du héros guerrier à celle de la victime en souffrance, et que les monuments ont suivi cette évolution en adaptant leurs stratégies discursives. On ne peut pas dire aujourd'hui que ces sculptures soient précisément des exemples de la réconciliation nationale prêchée par la transition démocratique. Les monuments aux victimes érigés ces dernières années ne parviennent pas à sortir vraiment de l'affrontement. Cependant, après plus de quarante ans passés à remémorer et commémorer les seules victimes tombées chez les franquistes, comment passer à une mémoire commune assumée par tous sans que les victimes républicaines aient eu elles aussi, leur deuil collectif ?

Pour conclure, deux articles relèvent la présence et les traces de la guerre civile espagnole à la télévision et sur internet. Dans « Una guerra invisible. La guerra civil en la televisión española de la transición », Jean-Stéphane Duran Froix s'intéresse prioritairement à l'image : reflet du traumatisme inscrit dans la conscience collective des Espagnols et/ou des craintes qu'elle suscitait au sein d'amples secteurs de la société, la représentation télévisuelle de la guerre civile et de la répression franquiste est restée discrète pendant la transition. A contre-courant du reste de l'Europe dont les télévisions s'étaient alors emparées du récit historique pour en faire un spectacle de masse, la télévision espagnole se cantonna au rôle culturel subalterne que lui avait en son temps conféré le franquisme, laissant l'analyse psychologique et intellectuelle des événements au cinéma, à la littérature et à l'historiographie. Enfin, « La mémoire multi-média, les chansons de la guerre civile sur Youtube », de Marc Marti montre que, sur *Youtube*, la mémoire des chansons combinée à celle des images semble s'inscrire dans une nécessité d'ancrage du présent dans une culture issue du passé, dont l'héritage avait en partie été occulté par le franquisme. Le foisonnement des reprises nationales et internationales de chansons républicaines face aux quelques versions nationales et peu imaginatives de l'autre camp semble suggérer la victoire des vaincus dans la mémoire musicale. On pourrait considérer que *Youtube* ne fait ici que transcrire l'état de la production discographique « classique ». Cependant, en postant chansons et diaporamas, les contributeurs

révèlent la dimension sélective d'une mémoire de la guerre dans laquelle toutes les chansons ne sont pas équivalentes et où seuls finalement quelques titres continuent à vivre.

FLORENCE BELMONTE  
KARIM BENMILOUD  
SYLVIE IMPARATO-PRIEUR

JULIAN CASANOVA  
Universidad de Zaragoza  
(Traduit de l'espagnol par Florence Belmonte)

## Pourquoi y a-t-il eu une guerre civile en Espagne ? Les origines du conflit\*

Durant les premiers mois de l'année 1936, la société espagnole était très fragmentée, les liens sociaux s'y étaient détériorés, et à l'instar de tous les pays européens, à l'exception peut-être de la Grande Bretagne, le rejet de la démocratie libérale au bénéfice de l'option autoritaire avançait à pas de géants. Il n'y avait là en fait rien qui pût obligatoirement conduire à une guerre civile, qui éclata finalement parce qu'un soulèvement militaire contre la République sapait les fondements de l'État et sa capacité ainsi que celle du gouvernement de la République à maintenir l'ordre. La division de l'Armée et des forces de sécurité empêcha le succès immédiat de cette rébellion, à savoir la réussite de son objectif principal: s'emparer rapidement du pouvoir. C'est donc en minant de façon décisive la capacité de l'État à maintenir l'ordre que ce coup d'État ouvrit la porte à une violence « débridée », sans précédent, qui opposa soutiens et adversaires. C'était en juillet 1936, la guerre civile venait de commencer.

Il faut rappeler en premier lieu que l'histoire de l'Espagne dans le premier tiers du XXe siècle n'a pas été la chronique annoncée d'une frustration séculaire nécessairement promise à s'achever par une violente explosion collective; l'histoire de l'Espagne d'alors ne se résume pas en effet à un cumul d'échecs et d'insuffisances – de l'industrie, de l'agriculture ou de l'État – qui aurait empêché que le pays suive la voie du progrès et de la modernisation. L'Espagne n'a pas non plus traversé ces trois décennies en marge de l'Europe, elle n'est pas restée étrangère aux transformations sociales, économiques, politiques et culturelles dont le reste du continent faisait alors l'expérience. Les points communs sont plus nombreux que les différences, surtout si l'on se réfère aux pays proches de l'aire méridionale. Les historiens savent également qu'il n'existe pas de modèle « normé » de modernisation à l'aune duquel le cas de l'Espagne pourrait être apprécié comme une exception, voire une anomalie. D'ailleurs, presque aucun pays européen n'est parvenu à traverser les conflits des années

---

\* Ce travail a été publié en introduction à mon livre, *A Short History of the Spanish Civil War* (I. B. Tauris, Londres, 2012) et dans sa version espagnole, *España partida en dos. Breve historia de la guerra civil española* (Crítica, Barcelona, 2013).

trente et quarante – la ligne de partage du siècle – en empruntant la voie du pacifisme.

Deux guerres mondiales séparées par une « crise des années trente » ont donc marqué l'histoire de l'Europe au XXe siècle. En Espagne, trois ans seulement suffirent à ce que la société se voie infliger une vague de violence et de mépris jusqu'alors inconnue. Car on aura beau rappeler la violence qui précéda la guerre civile pour tenter d'en justifier l'éclatement, il est clair que dans l'histoire espagnole du XXe siècle, l'on voit se dessiner de façon très nette un avant et un après le coup d'État du 18 juillet 1936. En outre, après la fin de la Guerre Civile, en 1939, et pour deux décennies au moins, l'on ne relève pas de volonté de reconstruction positive, comme cela s'est produit en revanche dans les autres pays d'Europe occidentale après 1945.

## De la Monarchie à la République

A l'aube du XXe siècle, l'Espagne était un pays en déclin. La perte de Cuba, des Îles Philippines et de Porto Rico, l'expérience du *Désastre* de 1898, ainsi que l'on a désigné l'effondrement définitif du vieil empire au moment de la perte de ses dernières colonies, firent croître le pessimisme des contemporains de cet événement même si le débat autour de la question de la « régénération » de la nation ouvrit aussi de nouveaux chemins vers la démocratisation des institutions politiques et de la société.

Alphonse XIII accéda au trône à sa majorité, en 1902. Il prêta alors serment sur la Constitution, texte qui avait à ce moment vingt-cinq ans de vie légale. L'Espagne vivait à cette époque sous le régime de la Restauration, système politique qui voyait deux partis se succéder au pouvoir, deux partis de notables, libéraux et conservateurs, qui contrôlaient l'administration par le biais d'un maillage politique qui s'appuyait sur le *caciquisme* et le patronat, une forme de clientélisme également présente à l'époque dans d'autres pays de l'aire méditerranéenne comme l'Italie ou le Portugal.

Le défi que devaient relever Alphonse XIII et les élites consistait à entreprendre une réforme du système politique depuis les sphères du pouvoir afin d'éviter de se voir submerger par une révolution venue d'en bas. Il leur fallait pour cela élargir leurs bases sociales sans mettre en péril leur situation de domination. Toutefois, l'histoire politique du règne d'Alphonse XIII est la chronique de l'échec de ce projet car le Roi intervint en politique en cherchant à manipuler à sa guise les divisions internes que connaissaient libéraux et conservateurs, leurs factions, leurs affidés et leurs caciques, qui tous s'affrontaient pour le partage

du pouvoir. Par ailleurs, aux problèmes hérités du XIXe siècle comme la forte influence du clergé et de l'armée, vinrent s'en ajouter de nouveaux, tels que la guerre du Maroc, l'affirmation du nationalisme catalan, l'apparition d'un mouvement républicain plus radical ou encore l'extension du mouvement ouvrier organisé.

Si l'on s'en tient aux récits des différents observateurs de l'époque et aux analyses plus récentes des historiens, le cheminement de l'Espagne pendant les trois premières décennies du XXe siècle semble s'être situé entre retard de développement, modernisation, stagnation et progression lente mais certaine. Si de nombreux témoignages de l'époque transpirent l'image persistante justement de cette Espagne qui venait de perdre ses derniers bastions coloniaux, d'une société rurale en retard, à peine à l'aube de son industrialisation, sous l'emprise d'une caste de grands propriétaires parasites et d'une bourgeoisie faiblement développée et peu entreprenante, les historiens, un siècle plus tard, ont en revanche rectifié cette image, l'ont nuancée en comparant l'Espagne à d'autres pays de son environnement et en démontrant, données et chiffres à l'appui, que ce qui s'est réellement produit relève plutôt de phases alternatives de retard et de développement.

Entre 1900 et 1930, l'Espagne vécut en effet une période remarquable de modernisation et de croissance économique. Les villes les plus importantes virent leur population doubler. Barcelone et Madrid, qui dépassaient le demi-million d'habitants en 1900, atteignirent le million en 1930. Bilbao passa de 83.000 à 162.000, Saragosse de 100.000 à 174.000. Il ne s'agissait pas de chiffres bien élevés si l'on se réfère aux 2,7 millions d'habitants de Paris en 1900 ou à la quantité de villes européennes, de Birmingham à Moscou en passant par Berlin ou Milan qui dépassaient la population de Madrid ou de Barcelone. Mais la situation démographique évoluait de façon significative, la population de l'Espagne qui s'élevait à 18,6 habitants au début du siècle, parvenant presque à 24 millions en 1930, grâce surtout à une baisse notoire de la mortalité.

Par ailleurs, alors que jusqu'en 1914 cette croissance démographique globale avait été provoquée par une forte poussée de l'immigration venue d'outremer, à partir de la Première Guerre Mondiale, dans laquelle l'Espagne d'ailleurs n'entra pas, ce furent les villes espagnoles qui se virent affectées par des mouvements migratoires. De plus, durant les trois premières décennies du siècle, l'espérance de vie moyenne passa de 35 à 50 ans et le taux d'analphabétisme se réduisit de 60 à 35%, résultat d'une avancée considérable enregistrée dans le secteur de l'enseignement primaire ainsi que des progrès éducatifs et culturels qui avaient accompagné la croissance urbaine.

Autour de 1930, la ruralité restait la dominante dans de nombreuses zones intérieures de l'Espagne, toutefois, l'ensemble des travailleurs du secteur primaire n'atteignait pas tout à fait 50% de la population active. Le secteur agricole

vit sa productivité augmenter en termes de surface cultivée et de diversification des cultures, mais il perdait toutefois du poids par rapport au secteur secondaire. L'industrie, avec son million de travailleurs nouveaux depuis le début du siècle, vit doubler sa production tandis que le secteur tertiaire, bien que plus tard, donna des signes évidents de croissance et de rénovation, que ce soit dans le secteur des transports, dans celui du commerce ou encore de l'Administration. Durant les années qui se situent entre l'accession au trône d'Alphonse XIII et la veille de son renversement, le revenu national doubla et, plus généralement, même si l'Espagne enregistrerait toujours de fortes disparités régionales, son retard face aux pays européens de référence s'atténua.

La société qui émergea de ces changements était elle aussi variée et complexe. Au sommet de la pyramide, se trouvaient les « grandes familles » de la bourgeoisie, qui avaient le contrôle des organismes bancaires et des grandes industries et, de ce fait, pesaient sur la politique économique des gouvernements du règne d'Alphonse XIII. Il s'agissait d'un capitalisme protégé par des taxes douanières élevées imposées par l'Etat, corporatiste et familial, dont on trouvait de bons exemples en Catalogne, aux Asturies, au Pays basque ou à Madrid. Toutefois, c'était l'oligarchie rurale qui réellement se situait à la tête de cette société, une classe nouvelle de propriétaires ruraux, de grands propriétaires dans le sud qui avaient acquis des terres au moment de la vente des biens du clergé au XIXe siècle. En majorité, ils n'étaient pas issus de la noblesse, mais un grand nombre y avaient accédé par le jeu des alliances matrimoniales, raison pour laquelle d'immenses étendues de terre finirent par se concentrer dans les mains de quelques familles seulement. Ces grands propriétaires anoblis ainsi que des industriels et des hommes de finances qui obtenaient des titres nobiliaires faisaient en définitive converger la noblesse ancienne avec la nouvelle, formant ce que l'historien Manuel Tuñón de Lara a appelé « un bloc de pouvoir »<sup>1</sup>.

C'est à ce bloc social dominant qu'appartenaient les héritiers des classes privilégiées de l'Ancien Régime, l'aristocratie et l'Église catholique, ainsi que l'oligarchie rurale et celle qui s'était formée dans le secteur industriel basque et catalan. Et c'est de ce bloc qu'étaient issus la plupart des hommes des gouvernements d'un système politique, celui de la Monarchie d'Alphonse XIII, contre lequel se mirent à germer les graines que Républicains, Anarchistes et Socialistes avaient semées déjà durant les dernières décennies du XIXe siècle.

Comme le système politique que conduisait Alphonse XIII ne parvint pas ou ne sut pas élargir ses bases en canalisant les intérêts pluriels des classes issues de

---

1 Manuel Tuñón de Lara, (1915-1997), a utilisé la formule « bloc de pouvoir » comme catégorie d'analyse dans une grande partie de son œuvre, à commencer par *Historia y realidad del poder. El poder y las elites en el primer tercio de la España del siglo XX*, Edicusa, Madrid, 1967.



l'industrialisation, de la modernisation et de la croissance urbaine par le fonctionnement parlementaire, le peuple et les travailleurs, avec leurs organisations, par leurs actions collectives et leurs mobilisations firent alors leur entrée sur la scène politique demandant de façon permanente à ne pas être exclus du système. Et ce qui au début n'avait guère plus de puissance qu'un écho lointain finit en avril 1931 par conduire à leur chute ceux qui jusqu'alors tenaient les rênes de l'État.

Le Roi et les militaires avaient bien, précédemment, essayé de les contenir, avec une dictature instaurée par le général Miguel Primo de Rivera en septembre 1923, mais à la chute du dictateur, le 26 janvier 1930, abandonné par le Roi, l'hostilité à l'égard de la Monarchie se traduisit sur le territoire espagnol par un ouragan irrépressible de meetings et de manifestations. De nombreux monarchistes, dont certains illustres, tournèrent alors le dos à la Monarchie, convaincus qu'il était préférable de défendre les principes conservateurs au sein d'une République plutôt que de laisser le champ libre aux partis de gauche et aux organisations ouvrières. Le républicanisme qui jusqu'alors était resté faible, incapable de rompre les réseaux de contrôle du clientélisme et de proposer une véritable alternative efficace, se transforma en quelques mois en un mouvement regroupant plusieurs partis politiques conduits par des dirigeants connus, comme par exemple Manuel Azaña, ainsi que de nouvelles bases sociales.

La convocation des élections municipales le 12 avril 1931, qui, dans un plan visant à contrôler depuis le pouvoir le processus de retour à la normalité constitutionnelle après la dictature de Primo de Rivera, devaient être suivies d'élections générales, surprit dans leurs préparatifs de réarmement la droite conservatrice et libérale, les partis historiques, désorganisés et déboussolés, l'extrême-droite, ainsi que les fidèles du dictateur déchu, encore incapables de mobiliser les forces contre-révolutionnaires.

La journée électorale du 12 avril se transforma en un plébiscite entre Monarchie et République. Les Monarchistes pensèrent jusqu'au dernier moment qu'ils allaient en sortir vainqueurs, confiants dans leur pratique de manipulation de la mécanique gouvernementale, raison pour laquelle leur « consternation » et leur « surprise » furent visibles lorsqu'ils apprirent, rapidement d'ailleurs, que les Républicains avaient gagné dans la majorité des grandes villes de province, en réalité dans quarante et une sur cinquante. Le lendemain, de nombreuses municipalités proclamèrent la République. Niceto Alcalá Zamora, ex-ministre libéral de la Monarchie, président du Comité Révolutionnaire qu'avaient formé Républicains et Socialistes, exigea du roi qu'il quitte le pays. Avant d'abandonner le Palais Royal dans la nuit du mardi 14 avril 1931, Alphonse XIII laissa une note écrite dans laquelle il prenait congé des Espagnols : « les élections qui se sont tenues dimanche me prouvent que j'ai perdu l'amour de mon peuple ». Arrivé à Paris, il allait déclarer que la République « était une tempête qui allait vite se calmer ». En réalité elle allait durer plus de temps qu'Alphonse XIII ne pensait ou ne désirait,

car la République vécut cinq ans en paix avant qu'un soulèvement militaire et une guerre n'en viennent à bout par les armes<sup>2</sup>.

## La République

L'avènement de la République se fit dans une ambiance de liesse populaire où se mêlaient espoirs révolutionnaires et désir de réformes. La foule descendit dans les rues, comme le montrent la presse, les photographies de l'époque ainsi que les nombreux témoignages de contemporains qui ont voulu laisser une trace de ce grand changement aux dimensions en quelque sorte magique, et qui s'opérait dans un esprit de paix et sans même verser une goutte de sang. La classe moyenne « se lançait dans la République » face à la « désorientation des éléments conservateurs », écrivit José María Gil Robles, le principal instigateur de la mobilisation catholique et des grands propriétaires face aux réformes républicaines.<sup>3</sup>

Le nouveau gouvernement républicain était présidé par Niceto Alcalá Zamora, ex-monarchiste, catholique et homme d'ordre, une pièce maîtresse du possible et nécessaire maintien aux côtés de la République du soutien des Républicains les plus modérés. Outre le Président, on dénombrait onze ministres, dont Alejandro Lerroux, le leader du parti républicain le plus influent, le Parti Radical, un parti centriste en réalité en dépit de son nom ; il y avait aussi Manuel Azaña, à la tête des Républicains de gauche et qui se vit confier le Ministère de la Guerre. Pour la première fois dans l'histoire de l'Espagne, les Socialistes entrèrent dans le gouvernement de la nation avec trois ministres : Fernando de los Ríos à la Justice, Indalecio Prieto à l'Économie et Francisco Largo Caballero au Ministère du Travail.

Les objectifs définis par ce gouvernement étaient la convocation d'élections générales et la rédaction d'une Constitution pour la République car les signes distinctifs des systèmes démocratiques émergents ou en voie de consolidation à l'époque dans les principaux pays d'Europe occidentale et d'Europe centrale étaient bien l'existence d'élections au suffrage universel masculin et féminin, de gouvernements responsables devant le Parlement, ainsi que l'obéissance aux lois et à la Constitution. C'est ce que tentèrent d'introduire en Espagne les Républicains et les Socialistes au gouvernement pendant les premières années de la République, et ils y parvinrent en grande partie.

---

2 Je propose une analyse de cette République, de ses réussites, de ses limites et du harcèlement – venu d'en haut comme d'en bas –, dont elle fut victime, dans mon ouvrage *República y guerra civil*, Crítica, Barcelona, 2007.

3 José María Gil Robles, *No fue posible la paz*, Ariel, Barcelona, 1968, p. 32.

La Constitution issue du Parlement au terme de houleuses discussions fut approuvée le 9 décembre 1931, elle définissait l'Espagne comme une « République démocratique de travailleurs de toutes les classes qui s'organise en régime de liberté et de justice ». Elle décrétait la séparation de l'Eglise et de l'Etat, supprimait le financement public du clergé, instituait le mariage civil ainsi que le divorce et interdisait la pratique de l'enseignement aux ordres religieux. Dans son article 36, elle donnait le droit de vote aux femmes, à l'instar de ce que faisaient à la même époque les parlements démocratiques des nations les plus avancées. La Constitution approuvée, le Parlement désigna Niceto Alcalá Zamora président de la République, tandis que Manuel Azaña, président et ministre de la guerre, était, de son côté, le bras de l'exécutif.

Dès l'avènement de la République en avril 1931 et jusqu'à la destitution de Manuel Azaña en septembre 1933, les gouvernements de coalition formés par les Républicains et les Socialistes entreprirent la réorganisation de l'Armée, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et ils prirent des mesures profondes et radicales dans le domaine de la répartition de la propriété des terres agricoles, du salaire des classes laborieuses, de la protection du travail ainsi que de l'éducation publique. Jamais de toute l'histoire de l'Espagne on n'avait assisté à une période aussi intense de changement et de conflits, de réussites démocratiques et de conquêtes sociales.

Par ailleurs, en vue de se consolider en tant que système démocratique, la République avait besoin d'établir l'autorité du pouvoir civil sur l'Armée et l'Eglise catholique, les deux pouvoirs qui exerçaient alors un puissant contrôle sur la société espagnole. A l'arrivée de la République, l'Armée avait à son actif une longue histoire d'interventions en politique. Elle occupait une place privilégiée au sein de l'Etat, souffrait d'un manque d'armement moderne et comptait dans ses rangs un nombre d'officiers bien supérieur à ses besoins. La réforme entreprise par Manuel Azaña alors ministre de la Guerre, en vue de doter l'Espagne d'une armée plus moderne, plus efficace et soumise aux règles constitutionnelles, fut durement combattue par un secteur des officiers, par les milieux politiques conservateurs ainsi que par les organes de presse militaires. Le bruit des sabres retentit dès l'été 1931. Les premières tentatives de conspiration furent toutefois neutralisées par le gouvernement. Mais le soulèvement conduit par le héros de la campagne militaire au Maroc dans les années vingt, le général Sanjurjo, représenta une menace plus sérieuse, même s'il se solda par un échec car il ne parvint à entraîner à sa suite aucune garnison militaire d'importance si l'on excepte celle de Séville. Sanjurjo comparut devant un conseil de guerre qui prononça une condamnation à mort à son encontre, mais il bénéficia ensuite d'une amnistie et, depuis le Portugal où il résidait, il prit la tête, en juillet 1936, d'un autre coup d'Etat contre la République aux funestes conséquences. Nombre des militaires qui le suivirent lors de ce second soulèvement s'étaient sentis lésés par la politique de réformes et d'avancement mise en œuvre par Manuel Azaña qui devint l'une des bêtes noires d'un large secteur de l'Armée.

Asseoir l'autorité du pouvoir civil exigeait en outre une profonde sécularisation de la société, une décision qui mit la République et l'Eglise catholique face à face. L'application de l'article 26 de la Constitution imposait que les biens de l'Eglise soit déclarés propriété de l'Etat et d'interdire que les ordres religieux participent aux activités de l'industrie, du commerce et de l'enseignement. Bien que l'application de la loi d'interdiction de l'exercice de l'enseignement aux ordres religieux ait été suspendue au moment où les Socialistes et les Républicains de gauche perdirent les élections de novembre 1933, la législation républicaine en matière religieuse renforça plus encore l'assimilation que l'on faisait traditionnellement en Espagne entre l'ordre social et la religion.

Avec la religion, la possession de la terre devint l'un des principaux points d'achoppement politique sous la seconde République, dans un pays où, malgré le développement industriel et la croissance urbaine, l'agriculture représentait encore la moitié de la production économique. L'Espagne comptait peu d'exploitations de taille moyenne. En revanche micro et petite propriétés abondaient dans le Nord, tandis qu'au Sud dominait la grande propriété avec ses cohortes de centaines de milliers de salariés réduits à la pauvreté. La réforme agraire, nécessaire, susceptible de répartir la terre de façon plus équitable, fut perçue par les propriétaires comme l'œuvre d'expropriation d'une révolution.<sup>4</sup>

En réalité, la plupart des lois élaborées par le gouvernement de coalition de Républicains et de Socialistes et approuvées par le parlement durant les deux premières années de la République, furent plutôt modérées dans la pratique et ne purent entrer en application bien souvent, elles furent cependant ressenties comme une menace. Et ceux qui la perçurent allaient très vite s'organiser pour combattre la République. En effet, face aux réformes républicaines, les positionnements antidémocratiques et autoritaires ne cessaient d'enfler dans les secteurs les plus influents de la société, chez les hommes d'affaires, les industriels, les grands propriétaires, l'Eglise et l'Armée. Après quelques mois de désordre des forces de droite, le catholicisme politique fit une violente irruption sur l'échiquier républicain. Le lien étroit qui unissait la religion et la propriété fut rendu manifeste par la mobilisation de centaines de milliers de paysans catholiques, de propriétaires pauvres, très pauvres même, et par la main mise presque totale des grands propriétaires sur des organisations théoriquement créées pour la défense des intérêts de ces petits agriculteurs. A ce jeu l'argent et la religion firent des miracles, le premier en finançant, entre autres, un puissant réseau de presse locale et provinciale, et le second, le clergé, en se faisant plus que jamais le chantre de l'union de la défense conjointe de la religion, de l'ordre et de la propriété.

---

4 La meilleure étude publiée sur la réforme agraire reste celle d'Edward Malefakis, *Agrarian Reform and Peasant Revolution in Spain*, New Haven, Yale University Press, 1971 (traduction au castillan chez Ariel, Barcelone, 1971).

Dominée par de grands propriétaires terriens et par des représentants des professions libérales urbaines, la Confederación Española de Derechas Autónomas (CEDA), le premier parti de masse de l'histoire de la droite espagnole, créé en février 1933, se fit le héraut de la « civilisation chrétienne » en se proposant de combattre la législation « sectaire » de la République par une « révision » de la Constitution. Vainqueur à l'issue des élections de novembre de la même année, il entra au gouvernement aux côtés des Républicains centristes d'Alejandro Lerroux et s'y maintint d'octobre 1934 à décembre de l'année suivante. Au cours de cette période, la CEDA ne put atteindre les objectifs qu'elle s'était fixés d'une franche réorientation des projets de réforme ainsi que de la redéfinition de la République sur des bases corporatistes. En février 1936, c'est la coalition de gauche qui remporta les troisièmes et dernières élections organisées par la République. A partir de cet échec, voyant qu'elle ne parvenait pas à prendre le pouvoir dans le respect des règles parlementaires, la droite catholique alliée aux fascistes chercha une solution forte pour combattre le Gouvernement et la République.

La république fut également harcelée par la base parce qu'il existait en Espagne un puissant mouvement anarcho-syndicaliste, organisé autour de la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT), fondée en 1910, et qui préconisait la révolution comme alternative au gouvernement parlementaire.<sup>5</sup> Certains de ces groupes, les plus purs et les plus radicaux du mouvement, se lancèrent dans l'insurrection contre l'ordre républicain établi, en janvier 1932, puis en janvier et en décembre 1933. Ces tentatives révolutionnaires, aisément réprimées par les forces de l'ordre, cachaient un rejet du système institutionnel représentatif et la conviction que la force était la seule option possible pour conduire à la disparition des privilèges de classe et des abus du pouvoir.

Toutefois, comme le montre l'histoire de la République, du début à la fin, le recours à la force comme modalité d'action pour s'opposer au régime parlementaire ne fut pas le monopole des Anarchistes et, par ailleurs, il ne semble pas non plus que l'idéal démocratique ait été profondément enraciné chez certains secteurs politiques républicains ou chez les Socialistes, qui firent l'expérience de la voie insurrectionnelle en octobre 1934, après avoir été désavoués et éloignés du pouvoir par le résultat des élections démocratiques de l'année précédente. Pour cette révolution qui maintint en échec les autorités républicaines pendant dix jours dans la région minière des Asturies, on établit le bilan approximatif de mille

5 Jusqu'à la création de la CNT, l'Anarchisme qui était arrivé en Espagne dans les années soixante-dix du XIXe siècle, n'y avait pas particulièrement prospéré. Mais il apparut comme un mouvement de masse dès la fin de la première décennie du XX, et son implantation massive à Barcelone, la ville la plus moderne et la plus industrialisée d'Espagne, en fit un phénomène atypique dans les pays d'Europe occidentale. J'ai proposé une synthèse de la contestation, des grèves et des insurrections conduites par les Anarchistes durant la Seconde République dans *De la calle al frente. El anarcosindicalismo en España, 1931-1939*, Barcelona, Crítica, 1997.

morts dans les rangs des insurgés et de deux mille blessés ainsi que de trois cents morts dans le camp des forces de l'ordre et de l'Armée.

Face à cette insurrection, les Socialistes qui l'avaient appuyée firent la preuve d'une attitude comparable à celle des groupes anarchistes les plus radicaux des années précédentes lorsqu'ils avaient rejeté le système parlementaire représentatif. Les Socialistes, après avoir perdu les élections de novembre 1933, se démarquèrent du processus de construction démocratique et du système parlementaire pour réorienter leur politique vers les projets réformistes des deux premières années de la République. Les dirigeants du mouvement, poussés par les plus jeunes qui créaient des milices et démontraient un goût croissant pour l'organisation militaire, tentèrent d'importer le modèle bolchevique à l'Espagne.

Lorsque ces tentatives insurrectionnelles de gauche se produisirent, les forces de police comme celles de la Garde civile et de l'Armée restèrent fidèles au gouvernement et rien ne put les faire basculer du côté des révolutionnaires ou les empêcher de les réprimer. Face à un Etat qui maintenait ses forces armées intactes et unies, une stratégie insurrectionnelle basée sur des appuis dispersés et faiblement étendus ne fut jamais en mesure de conduire à un bouleversement général et fut d'ailleurs facilement matée. Malgré l'exemple de la Russie de 1917, où l'armée avait enregistré des dizaines de milliers de désertions après de sévères défaites pendant la Première Guerre Mondiale, aucune insurrection ouvrière ou paysanne ne triompha en Europe, si l'on excepte celle conduite en Hongrie durant quelques mois en 1919 par Bela Kun.

Cependant ces révoltes contre la République espagnole, – qui représentaient certes de graves troubles à l'ordre public et furent réprimées et étouffées dans le sang par les forces armées de l'Etat –, lui faisaient la vie dure mais ne la conduisirent pas à sa perte et encore moins au déclenchement d'une guerre civile. Après octobre 1934, le mouvement socialiste tenta de revenir à une activité politique démocratique en empruntant la voie des urnes, comme lors de la victoire du Front populaire en février 1936, où ils formèrent une coalition avec les Républicains et d'autres forces de gauche. Mais dans les mois qui suivirent, ceux qui prônaient l'ordre se sentirent plus menacés que jamais par cette nouvelle poussée des organisations syndicales et par la montée en puissance des conflits sociaux. Un secteur important de l'Armée se mit à conspirer et n'eut de cesse de renverser le régime républicain. Si février 1936 avait vu l'organisation d'élections libres et démocratiques, juillet de la même année restera celui du coup d'Etat.

### *Pourquoi une guerre civile en Espagne ?*

Entre 1910 et 1931, on avait vu surgir plusieurs Républiques en Europe. Dans leur grande majorité, en particulier en Allemagne, en Autriche et en Tchécoslovaquie,

elles avaient été instaurées après la défaite de la Première Guerre Mondiale. Des régimes donc démocratiques, ou dont au moins les aspirations l'étaient, avaient succédé à des monarchies héréditaires au pouvoir depuis des siècles. Ce phénomène avait commencé au Portugal, avec le renversement de la monarchie en 1910. La République espagnole fut en réalité la dernière à être proclamée, et la seule République démocratique à subsister jusqu'à l'embrasement de la seconde Guerre Mondiale fut l'Irlande, créée en 1922. Toutes les autres furent renversées par des soulèvements militaires contre-révolutionnaires, des mouvements autoritaires ou fascistes. Mais le coup d'Etat militaire de juillet 1936 fut le seul à déboucher sur une guerre civile. Voilà où se trouve la différence sur laquelle il convient de s'arrêter afin d'expliquer pourquoi l'Espagne connut une guerre civile.

Il est fondé de commencer par l'énonciation d'une évidence : sans le soulèvement militaire de 1936, il n'y aurait pas eu de guerre civile en Espagne. Bien sûr, à la lumière de l'histoire de l'Europe de cette période et de celle des autres Républiques qui ne purent se maintenir en tant que régimes démocratiques, il est aisé de comprendre que la République espagnole ne devait pas non plus parvenir à survivre. Et si nous ne le saurons jamais, c'est à cause de la particularité du soulèvement militaire qui provoqua une fracture interne à l'Armée et aux forces de sécurité. Ce faisant, la voie était ouverte pour que différents groupes armés s'affrontent pour conserver ou conquérir le pouvoir.

Par ailleurs, si la guerre civile éclata, ce fut aussi parce que le coup d'Etat militaire n'atteignit pas d'entrée de jeu son objectif premier de s'emparer du pouvoir et de renverser le régime républicain et que, contrairement à ce qui se produisit dans d'autres Républiques à la même époque, il rencontra une forte résistance aussi bien militaire que civile contre la tentative d'imposer un système autoritaire. Sans cette combinaison d'un coup d'Etat, de la division des forces armées et de la formation de la résistance, jamais on n'aurait assisté à une guerre civile.

La guerre civile est donc le résultat d'un soulèvement militaire qui peut trouver son explication dans la tradition interventionniste de l'Armée dans la vie politique et dans la place privilégiée qui était la sienne au sein de l'Etat, place on le sait remise en question par la législation républicaine à l'origine de la réaction de l'Armée. En outre, le coup d'Etat militaire dut faire face à une résistance parce que la société espagnole de 1936 n'était plus celle de 1923, celle du coup d'Etat militaire du général Primo de Rivera qui avait bénéficié de l'abstention de l'ensemble de l'Armée, de la faiblesse du gouvernement, de la passivité de l'opinion publique qui n'avait pas résisté, et, surtout, du consentement du roi Alphonse XIII.

On l'a vu, en 1936, il y avait une République dont la législation et l'œuvre avaient ouvert la possibilité historique de porter remède à des problèmes restés sans réponse mais qui avait dû affronter des facteurs d'instabilité, que la République elle-même avait en partie provoqués et face auxquels les gouvernements

ne surent ou ne purent mettre en route les moyens propres à y mettre un terme. En présence d'un niveau de mobilisation politique et sociale de la taille de celui qui avait vu le jour sous le régime républicain, le coup d'Etat ne pouvait se conclure par un simple retour à l'ordre établi des valeurs traditionnelles, comme cela s'était produit tant de fois au cours de l'histoire de l'Espagne. Dans la perspective d'une chute de la République, un nouveau scénario de violence antidémocratique et antisocialiste était nécessaire, une violence à l'image de celle des fascismes apparus dans d'autres pays d'Europe.

Jusqu'à l'avènement de la seconde République en avril 1931, la société espagnole s'était maintenue assez en marge des difficultés et des bouleversements qui agitaient la majorité des pays européens depuis 1914. L'Espagne n'avait pas participé à la Première Guerre mondiale et n'avait pas souffert donc de la forte commotion que cette guerre avait provoquée, – la chute de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, la démobilisation de millions d'ex-combattants et l'énorme endettement résultant de l'effort de guerre –. Sur le continent européen, après la Première Guerre mondiale, la chute des monarchies, la crise économique, le spectre de la révolution et la conquête de droits politiques par les masses conduisirent à ce qu'un secteur important des classes possédantes perçoive la démocratie comme la porte ouverte à l'accession du prolétariat et des humbles au pouvoir. Ainsi que le souligne Mark Mazower, les libéraux se sentirent menacés d'être relégués à un rôle politique marginale face aux mouvements de gauche, aux partis catholiques et nationalistes ou encore face aux tendances politiques émergentes. Craignant la montée en puissance des Communistes, ils penchèrent alors vers des solutions autoritaires, un choix qui les rapprocha « d'autres secteurs élitistes, – ingénieurs, chefs d'entreprises, technocrates –, qui appelaient de leurs vœux des solutions pragmatiques et apolitiques en vue de traiter les maux qui rongeaient la société, des secteurs de surcroît rendus impatients par l'instabilité et l'incompétence de la gouvernance parlementaire »<sup>6</sup>.

Par ailleurs, ces nouveaux régimes parlementaires et constitutionnels durent affronter d'entrée de jeu des dissensions politiques d'ordre nationaliste, linguistique, religieux, ethnique ou de classe, qui dérivèrent vers un système de petits partis atomisés. Les coalitions s'avérant changeantes et peu durables, la formation des gouvernements devint de plus en plus problématique. Par exemple, en Allemagne, aucun parti n'obtint une majorité solide sous le régime de représentation proportionnelle adopté par la Constitution de Weimar, et il est fondé de faire la même remarque pour la Bulgarie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne ou encore pour l'Espagne lors des deux dernières années de la République. L'opposition acceptait rarement le résultat des urnes et la confiance en la politique parlementaire, mise à rude épreuve à cette époque par l'instabilité et la multiplication

---

6 Mark Mazower, *Dark Continent: Europe's Twentieth Century*, Penguin Books, London, 1999, p. 23 (traduction au castillan aux Ediciones B, Barcelona. 2003).



des conflits, se lésarda, entraînant d'amples secteurs des sociétés concernées à rechercher des alternatives politiques à la démocratie. On retrouve cette attitude en grande partie chez les Catholiques, fédérés autour des principes de défense de l'unité nationale et de la propriété privée. En effet, la révolution russe, la montée du socialisme et les processus de sécularisation qui accompagnaient la modernisation de la vie politique rendirent plus intense la lutte de l'Église catholique et de ses adversaires anticléricaux de la gauche politique.

L'option dictatoriale qui séduisit une grande partie de l'Europe récupéra quelques unes des structures traditionnelles de l'exercice de l'autorité qui avaient déjà fait historiquement leurs preuves avant 1914, mais dut aussi trouver de nouvelles propositions d'organisation sociale, politique et industrielle. On le sait, le fascisme fut la solution italienne, solution adoptée dans les années trente par les forces et les partis de la droite espagnole en vue de contrôler le changement social et de contenir une possible révolution au moment de l'apparition d'une politique des masses.

En réalité, dans le cas de l'Espagne, le fascisme et le communisme, les deux grands mouvements surgis de la Première Guerre Mondiale et qui devaient occuper le devant de la scène deux décennies plus tard lors de la Seconde, n'étaient que très faiblement enracinés dans la société espagnole des années de la République et ne jouèrent pas un rôle de premier plan avant le déclenchement de la Guerre Civile. Le fascisme fit son apparition en Espagne plus tard que dans d'autres pays, surtout si l'on se réfère aux cas de l'Allemagne et de l'Italie et ce fut un mouvement politique faible jusqu'au printemps 1936. C'est à peine s'il put se frayer un chemin sur un terrain politique occupé par l'extrême-droite monarchiste et par la droitisation du catholicisme politique. Le triomphe d'Hitler en Allemagne, cependant, éveilla l'intérêt de nombre de membres de l'extrême-droite qui, sans savoir avec précision ce que signifiait le fascisme, virent dans l'exemple nazi, un modèle à suivre pour en finir avec la République. La phalange Espagnole, qui allait être le principal parti fasciste espagnol, fut alors fondée par José Antonio Primo de Rivera, fils du dictateur Miguel Primo de Rivera, le 29 octobre 1933<sup>7</sup>.

Le communisme, l'autre idéologie politique issue de la Première Guerre Mondiale, étaient un des autres absents de la société espagnole de l'époque. Le parti Communiste d'Espagne (PCE), fondé au début des années vingt en application des principes fondamentaux de l'Internationale Communiste, n'avait qu'une

---

7 Après la proclamation de la République, Ramiro Ledesma Ramos, jeune intellectuel, et Onésimo Redondo, un avocat ultra-catholique, avaient fondé les *Juntas de Ofensiva Nacional Sindicalista* (JONS). Au début de 1934, des Phalangistes et des membres des JONS fusionnèrent dans la Phalange Espagnole des JONS. L'organisation se maintint jusqu'au printemps 1936, mais avec ses quelques milliers d'adhérents, elle était numériquement insignifiante. La Phalange n'obtint aucun siège aux élections de février 1936.

courte existence lors de l'avènement de la République si on le compare avec le socialisme et l'anarchisme, et il s'appuyait sur une organisation qui ne dépassait pas quelques centaines de militants. D'ailleurs, lors des deux élections de juin 1931 et novembre 1933, il n'obtint aucun siège de député et ne commença à s'affirmer dans la société espagnole qu'en 1934 quand le Komintern changea sa politique de critique de la démocratie bourgeoise de « classe contre classe » pour la formation de fronts antifascistes. Entré dans la coalition du Front Populaire, lors des élections de février 1936, le PCE obtint dix-sept députés sur un total de quatre-cent-soixante-dix. Ce n'était pas encore un parti de masse mais sa situation d'isolement avait pris fin.

C'est donc à une guerre civile que le communisme et le fascisme doivent l'influence politique considérable et l'emprise sur la société espagnole qu'ils eurent finalement. Avant le soulèvement de 1936, ni les Fascistes ni les Communistes n'avaient eu assez de force pour déstabiliser la République. Au printemps qui suivit l'élection du Front Populaire, la violence s'installa, matérialisée par des attentats contre des personnalités connues et des affrontements armés directs, sanglants parfois, entre groupes politiques de gauche et de droite, sans compter les excès rhétoriques et l'agressivité verbale de certains dirigeants. Les deux partis les plus représentés au parlement, le Parti socialiste et la CEDA, n'aidèrent pas non plus durant les premiers mois de 1936 à la stabilité politique de la démocratie et de la République. Mais si le monde politique et la société espagnols donnaient des signes évidents de crise, cela ne signifiait pas nécessairement que la seule issue possible soit une guerre civile.

Il n'existe pas, on le voit, de réponse simple à la question des raisons qui expliquent que du climat d'euphorie et d'espoir de 1931, on en soit venu à la cruelle guerre d'extermination de 1936 à 1939. La menace qui planait sur l'ordre social et la subversion des relations de classes était plus clairement perceptibles en 1936 que lors des premières années de la République. La stabilité politique du régime courait aussi de plus grands dangers. Le discours de classe, avec sa rhétorique sur les divisions sociales et ses incitations à se jeter sur l'adversaire, avait peu à peu imprégné l'atmosphère espagnole. La République tenta de transformer trop de choses à la fois : la propriété de la terre, le rôle de l'Eglise, celui de l'Armée, l'éducation, le monde du travail. Elle suscita de grandes attentes qu'elle ne put ensuite satisfaire, se créant bientôt un grand nombre de puissants ennemis.

Tant que les forces armées défendirent la République en obéissant à leurs gouvernements, l'ordre fut maintenu, de même que les tentatives d'insurrection militaires de droite ou révolutionnaires, y compris au prix du sang, comme dans le cas de la révolution de 1934 dans les Asturies. La République reçut un coup de grâce venu de l'intérieur, né au sein de ses mécanismes de défense, de ses propres militaires, lorsqu'en juillet 1936 ils rompèrent le serment de loyauté fait à ce régime.

L'organisation de la conspiration revint à quelques militaires d'extrême droite et à l'Unión Militar Española (UME), une organisation à demi secrète, hostile à la gauche, qui réunissait quelques centaines de gradés et d'officiers supérieurs. Un groupe de généraux au nombre desquels figurait déjà Francisco Franco, se réunit à Madrid le 8 mars et décida d'un soulèvement qui « rétablirait l'ordre à l'intérieur du pays et rendrait son prestige international à l'Espagne »<sup>8</sup>. Le général Sanjurjo qui avait été le fer de lance de la première tentative de coup d'Etat militaire contre la République en août 1932 et qui vivait au Portugal après avoir été amnistié en avril 1934, fut désigné chef du soulèvement, même si c'était le général Emilio Mola qui avait été l'artisan principal de la conspiration, celui qui l'avait entièrement coordonnée.

L'assassinat de José Calvo Sotelo, le dirigeant de la droite monarchiste qui défendait un Etat autoritaire et corporatiste, survenu au petit matin du 13 juillet 1936 et commis par des membres des forces de police de la République, convainquit définitivement les artisans du coup d'Etat de l'urgente nécessité d'intervenir. De nombreux indécis qui attendaient que la situation se clarifie les rejoignirent alors en leur apportant leur aide financière et, parfois, en leur offrant leur vie. Parmi eux se trouvait le général Franco, qui avait été envoyé aux îles Canaries et qui se mit à la tête de la rébellion des garnisons du Maroc au soir du 17 juillet 1936. Le 18 au petit matin, Franco signait une déclaration d'état de guerre et faisait un coup d'Etat contre la République. Le 19, il arrivait à Tétouan. Pendant ce temps, de nombreuses autres garnisons de la péninsule rejoignaient le coup d'Etat, sonnant le glas de la paix pour la République<sup>9</sup>.

---

8 « Copie des documents prêtés par le Lieutenant colonel Emilio Fernández Cordón, concernant la préparation et le déroulement du Soulèvement national » (75 pages), conservés au *Servicio Histórico Militar* de Madrid.

9 Le 4 juillet 1936, l'homme d'affaires Juan March, qui avait déjà financé le coup d'Etat de Sanjurjo en 1932, ainsi que d'autres conspirations monarchistes contre la République, apporta l'argent nécessaire à l'achat de l'avion qui devait transporter Franco des Canaries jusqu'au Maroc. Cet avion, un De Havilland Dragon Rapide, fut acheté deux jours après en Angleterre, avec les 2000 livres sterling de March par Luis Bolín, le correspondant du journal *ABC* en Angleterre.



PERE YSÀS

Universitat Autònoma de Barcelona-CEFID

## El antifranquismo: de la resistencia a la movilización

El primero de abril de 1939, Franco firmó en Burgos el denominado “parte de la victoria” que proclamaba que, “desarmado y cautivo el Ejército rojo”, habían alcanzado “sus últimos objetivos militares las tropas nacionales”. En los dos años y medio anteriores, en la cada vez más extensa “zona nacional”, se habían puesto los fundamentos e iniciado la construcción de un Nuevo Estado dispuesto a utilizar toda la violencia necesaria para asegurar la destrucción definitiva de la democracia republicana y del conjunto de movimientos políticos, sociales y culturales de carácter liberal, marxista y libertario y para imponer un Nuevo Orden nacionalsindicalista y nacionalcatólico. En la Nueva España, conducida por el *Caudillo*, con un partido único – FET y de las JONS –, organizaciones de encuadramiento de la población – sindicales, femeninas, juveniles – y con la Iglesia Católica ocupando un lugar preeminente, no había lugar para el disenso ni para la disidencia; tampoco para el conflicto social, incompatible con el ideal de una comunidad armónica movilizada al servicio del interés de la nación<sup>1</sup>.

Pero, pese a la violencia extrema empleada y a la creación y despliegue de un formidable aparato represivo, el Nuevo Estado franquista no logró la desaparición de todas las formas de resistencia y de oposición; no lo consiguió ni siquiera en los primeros años tras la victoria, cuando sus aliados europeos estaban imponiendo el Nuevo Orden fascista en todo el continente. No lo logró a finales de la década de 1940, cuando el inicio de su aceptación internacional acabó con las esperanzas de muchos españoles de ver desaparecer la dictadura en el escenario de triunfo de la democracia en Europa. El franquismo tampoco pudo hacer desaparecer de la sociedad española los conflictos sociales, a pesar de ser uno de sus objetivos más importantes; a mitad de los años cuarenta, y después en distintos momentos a lo largo de la década de los cincuenta, tuvo que hacer frente a huelgas y protestas obreras que transgredían la legalidad y que constituían un desafío al poder franquista<sup>2</sup>.

---

1 Una breve y actualizada síntesis sobre la configuración de la dictadura franquista en GALLEGO, F.: “La evolución política de la zona sublevada”, en VIÑAS, A.: *En el combate por la historia. La República, la guerra Civil, el franquismo*, Barcelona, Pasado&Presente, 2012.

2 Disponemos ya de una relativamente extensa bibliografía sobre la oposición a la dictadura en esos años así como sobre las protestas obreras. Ver, entre otros, HEINE, H.: *La oposición política al franquismo*, Barcelona, Crítica, 1983; SERRANO, S.: *Maquis. Historia de la guerrilla*

Naturalmente, ni dichos conflictos ni la existencia de grupos resistentes, incluidos los armados, supusieron una amenaza grave para la dictadura, pero implicaban un fracaso importante para el franquismo y además una expresión inequívoca de sus limitaciones. El fracaso en la erradicación plena y absoluta de la oposición política y del conflicto social en los primeros veinte años de vida del régimen era consecuencia principalmente de dos factores; en primer lugar, de la imposibilidad de eliminar culturas y tradiciones políticas liberal-democráticas y obreristas que sobrevivieron en amplios sectores de la sociedad española. Y, en segundo lugar, de las catastróficas consecuencias del Nuevo Orden económico autárquico, que alimentaron un continuado malestar social, lo que además constituyó un obstáculo insalvable para el éxito de las políticas de extensión del consentimiento.

A partir de finales de la década de los años cincuenta, el antifranquismo se convirtió gradualmente en un importante actor socio-político, hasta el punto de contribuir decisivamente a la crisis de la dictadura y al proceso de transición a la democracia. Las páginas siguientes pretenden explicar por qué y cómo el antifranquismo jugó un papel relevante en la España de los años sesenta y setenta.

## Una sociedad en transformación

Desde comienzos de la década de 1960, la sociedad española experimentó un conjunto de cambios – económicos, sociales, culturales, generacionales – que tuvieron casi siempre efectos políticos indeseables aunque inevitables para el franquismo. Hasta 1973, la economía española creció intensamente lo que comportó un cambio de su estructura productiva, con una importante industrialización y un notable desarrollo del sector terciario. Fue un crecimiento muy desequilibrado territorialmente lo que determinó un movimiento migratorio interior de gran magnitud, que despobló amplias zonas de la España interior y meridional y concentró la población en las áreas industriales de Cataluña, Madrid, País Vasco y País Valenciano principalmente. Tales fenómenos comportaron también un cambio en la estructura social: disminuyó sustancialmente el número de jornaleros y pequeños propietarios agrarios en tanto crecían notablemente los trabajadores industriales y de determinados servicios. También las clases medias vivieron una importante transformación, especialmente mediante el crecimiento

---

*antifranquista*, Madrid, Temas de Hoy, 2001; ARÓSTEGUI, J., MARCO, J. (coords.), *El último frente: la resistencia armada antifranquista en España, 1939-1952*, Madrid, La Catarata, 2008; MOLINERO, C., YSÀS, P.: *Productores disciplinados y minorías subversivas. Clase obrera y conflictividad laboral en la España franquista*, Madrid, Siglo XXI, 1998.

de los profesionales asalariados, una parte de ellos empleados en una administración pública en expansión y en las nuevas industrias y servicios. Sin embargo, el crecimiento de la economía española no impidió una emigración exterior de una gran dimensión, fundamentalmente hacia los países europeos más desarrollados, un indicador muy claro de los límites del “milagro económico” español. De hecho, las remesas de los emigrantes, las divisas aportadas por el turismo de masas en espectacular expansión y las inversiones de capital extranjero fueron los factores determinantes del crecimiento económico, no los “planes de desarrollo” gubernamentales<sup>3</sup>.

La permeabilidad de las fronteras – emigrantes, turistas, viajes al extranjero – y la imposibilidad de la dictadura de seguir manteniendo una censura aislante del mundo exterior facilitó la penetración en España, aunque fuera de forma restrictiva y vigilada, de los movimientos culturales presentes en la Europa democrática próxima y en los EEUU – el principal aliado, no debe olvidarse, de la España franquista – así como un más extenso conocimiento de sus sistemas políticos y de sus formas de vida. Mención especial merece el impacto en España del Concilio Vaticano II, clausurado en 1965 y coincidente en el tiempo con el agotamiento biológico de la jerarquía nacionalcatólica identificada con la “Cruzada” y la “Victoria”, lo que facilitó una importante renovación del episcopado y, fruto de una decidida política vaticana, su sintonía con la letra y el espíritu conciliar, lo que inevitablemente comportó un distanciamiento de la dictadura<sup>4</sup>.

Por último, pero no menos importante, la sociedad española vivió un importante cambio generacional. Desde 1960, los jóvenes que alcanzaban la mayoría de edad habían nacido después del final de la guerra civil, por tanto, no tenían memoria personal de ella ni de la posguerra inmediata. Todos habían sido adoctrinados políticamente en la escuela y muchos también en el Frente de Juventudes, así como por la Iglesia Católica, pero, al mismo tiempo, conocían mejor el mundo exterior, muchos constataron las contradicciones entre el discurso y la propaganda del régimen y la realidad socio-política, y, en general, estuvieron menos condicionados por el miedo que el franquismo había logrado inocular a la generación adulta que vivió la guerra y los años más duros de la posguerra.

---

3 Las transformaciones socio-económicas de la sociedad española han sido objeto de estudio en investigaciones de diversa naturaleza. Una visión global en RIQUER, B. de: *La dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica/Marcial Pons, 2010, capítulo 11. Ver también SÁNCHEZ RECIO, G.: *Eppure si muove. La percepción de los cambios en España (1959-1976)*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008.

4 Ver MONTERO, F.: *La Iglesia: de la colaboración a la disidencia (1956-1975)*, Madrid, Encuentro, 2009; MARTIN DE SANTA OLALLA, P.: *La Iglesia que se enfrentó a Franco*, Madrid, Silex, 2005; BLAZQUER, F.: *La traición de los clérigos en la España de Franco*, Madrid, Trotta, 1991.

Los dirigentes franquistas fueron muy pronto conscientes de las consecuencias que el conjunto de cambios que experimentaba la sociedad española tenían o podrían tener en un futuro inmediato en el plano político. Desde 1956, cuando una primera protesta universitaria encendió las alarmas, las actitudes de los jóvenes en general y de los universitarios en particular fueron motivo de permanente preocupación en las instituciones franquistas. En 1962 y 1963, el Consejo Nacional del Movimiento examinó los problemas, actitudes y opiniones de los jóvenes, lo que comportó encontrarse con un cuadro muy poco amable. Rodolfo Martín Villa, delegado nacional del Sindicato Español Universitario (SEU) llegó a afirmar en relación a los universitarios que “la juventud se nos ha ido”<sup>5</sup>. Por su parte, el ex ministro de Educación Joaquín Ruiz Giménez, presidente de la ponencia encargada de elaborar un informe al pleno del Consejo Nacional – se tituló “La juventud española y sus inquietudes. Fórmulas de incorporación a las tareas colectivas” –, no presentó un panorama más tranquilizador: “cualquiera que esté en contacto con los medios juveniles sabe que en el seno de la universidad, y no digamos en el seno de la clase obrera, hoy la ideología socialista tiene una enorme fuerza”. Pero, además de los problemas derivados de un sector de la juventud “que abiertamente está en ruptura con nosotros”, no podía ignorarse que la “más próxima a nosotros, es decir la de nuestros hijos concretamente (...) está en actitud díscola, y posiblemente cada uno de nosotros tenemos el riesgo de que alguno de nuestros hijos un día se enfrente con lo que nosotros representamos”<sup>6</sup>. Y combatir la situación descrita no resultaba nada fácil considerando el conjunto de cambios sociales y culturales que estaba experimentando la sociedad española desde el inicio de la década, con particular impacto entre los jóvenes. El análisis y el debate sobre la juventud estuvo presente reiteradamente en el Consejo Nacional. En enero de 1968, un nuevo estudio, en este caso dedicado exclusivamente a la Universidad, afirmaba que ésta estaba en “crisis y en subversión”; en subversión, porque se había convertido en un “centro de ataques al Régimen”<sup>7</sup>, lo que la oposición comunista denominaba una “zona de libertad”. En los años siguientes la rebeldía de los jóvenes no haría más que crecer ante la impotencia de la dictadura.

La emigración exterior y el turismo fueron pronto señalados como factores potencialmente “subversivos”. Un informe de la policía de Barcelona, en julio de

5 Archivo General de la Administración (AGA), Presidencia, Consejo Nacional del Movimiento (CNM), *Incorporación al Movimiento de la juventud universitaria*, c. 9849. El texto completo de Martín Villa en YSÀS, P.: *Disidencia y subversión. La lucha del régimen franquista por su supervivencia, 1960-1975*, Barcelona, Crítica, 2004.

6 AGA, Presidencia, CNM, *Libro de sesiones del Consejo Nacional del Movimiento*, libro 919. Una explicación extensa en MOLINERO C. e YSÀS, P.: *La anatomía del franquismo. De la supervivencia a la agonía, 1945-1977*, Barcelona Crítica, 2008, pp. 71-76.

7 AGA, Presidencia, CNM, *Informe sobre la situación actual de la Universidad*, Madrid, enero de 1968, c.9922.



1963, afirmaba que el deseo de los trabajadores de “rápido mejoramiento económico” era “sin duda contagio de los productores españoles en el extranjero que retornando de vacaciones en nuestra Patria exageran su bienestar en el país en el que habitualmente residen y trabajan, lo que ha originado ese afán desmedido que bruscamente ha aparecido en el obrero (...) de superación social y económica”. Pero no era solo la influencia de los emigrantes, el mismo informe policial señalaba que “el mejoramiento económico que hoy día aspira el obrero, no es para alcanzar el mínimo indispensable para subsistir, sino que lo que exige es para rodearse de las comodidades que los adelantos modernos han proporcionado y especialmente en estos meses para unas vacaciones agradables al querer emular a los muchos turistas con condiciones de trabajadores que pueblan estos días nuestro litoral mediterráneo”<sup>8</sup>. Es decir, los trabajadores españoles querían empezar a vivir como la mayoría de trabajadores europeos.

Para la dictadura franquista, el cambio iniciado en la Iglesia Católica con la llegada al solio pontificio de Juan XIII fue particularmente alarmante. Su encíclica *Pacem in terris* causó una notable incomodidad y la elección de Pablo VI – quien siendo arzobispo de Milán había intercedido a favor de unos procesados antifranquistas a los que se pedía la pena de muerte – fue recibida por el propio Franco, según testimonio del entonces ministro de Información Manuel Fraga Iribarne, como “un jarro de agua fría”<sup>9</sup>. Y es que el franquismo había creado un estado confesional que otorgó una posición privilegiada a la Iglesia Católica, obteniendo de ella un esencial apoyo político y una no menos esencial legitimación<sup>10</sup>.

## Antifranquismo y conflictividad social

En este escenario de profundos cambios, el antifranquismo, y en particular su principal organización, el PCE, encontró las condiciones necesarias para desarrollar una actividad efectiva contra la dictadura mediante la movilización social reivindicativa. El activismo social, además, permitía a los grupos antifranquistas superar la simple aunque no poco peligrosa actividad propagandística y

---

8 Archivo del Gobierno Civil de Barcelona (AGCB). Archivo de Gobernadores (AG), *Nota Informativa de la Brigada Regional de Información*. 30 de julio de 1963, c.1249II.

9 FRAGA IRIBARNE, M.: *Memoria breve de una vida pública*, Barcelona, Planeta, 1980, p.77. El cardenal Montini fue abiertamente atacado en la prensa e incluso se organizaron manifestaciones en su contra. En la de Madrid una pancarta del SEU decía “Sofía Loren, sí; Montini, no”. Es comprensible la incomodidad del franquismo cuando pocos meses después fue elegido papa.

10 CASANOVA, J.: *La Iglesia de Franco*, Barcelona, Crítica, 2005.

testimonial, ejercida desde la estricta clandestinidad, lo que implicaba también el absoluto aislamiento. Voy a sintetizar los cuatro factores más relevantes que explican el papel del antifranquismo en los tres últimos lustros de la dictadura.

En primer lugar, desde el inicio de los años sesenta, un conjunto de factores fueron especialmente favorables para la acción colectiva reivindicativa: el ansia de mejora de los trabajadores en sus condiciones de vida en un contexto de crecimiento económico que la propia dictadura se encargaba de publicitar intensamente; las necesidades básicas de los habitantes de las periferias de las principales ciudades inmersas en un intenso crecimiento, pero sin una planificación urbana y con carencias esenciales en los servicios básicos; el creciente rechazo de los universitarios al autoritarismo y a la asfixia informativa y cultural, en un contexto de crecientes contactos con el mundo exterior; la denuncia de la falta de libertades básicas en sectores cada vez más amplios de la sociedad, incluyendo una parte del mundo católico.

En segundo lugar, hay que señalar que los conflictos sociales reivindicativos eran al mismo tiempo conflictos políticos, puesto que, en el marco normativo e institucional establecido, toda forma de acción colectiva implicaba inevitablemente la transgresión del orden franquista. Un orden que tenía entre sus rasgos definidores precisamente la ausencia de conflictos sociales, lo que durante 20 años había sido presentado como uno de los máximos logros de la dictadura, inequívoco exponente de la “paz de Franco” y auténtico signo de identidad del régimen.

En tercer lugar, los militantes antifranquistas fueron el principal motor de la conflictividad social, y la organización y la acción colectiva – las asambleas, las huelgas, las manifestaciones y otras formas de protesta – alimentaron a los grupos antifranquistas, que crecieron en militancia y en capacidad de actuación. Lejos de la actividad exclusivamente clandestina desarrollada por los militantes en los años pasados, la nueva militancia antifranquista en crecimiento estuvo formada por activistas que actuaban a la luz pública, naturalmente sin revelar su militancia política, en empresas, universidades, barrios, asociaciones profesionales y culturales, y que con frecuencia tenían el apoyo de sus compañeros que muchas veces les habían elegido como representantes, otorgándoles pues una importante legitimidad. Nuevamente, podemos acudir al testimonio de las propias instituciones franquistas: un informe policial de 1972 advertía que los activistas habían conseguido “sino politizar a la masa trabajadora, sí sensibilizarla en su espíritu de solidaridad”. Este informe identificaba las asambleas obreras como un instrumento especialmente peligroso utilizado por los activistas: “celebradas abiertamente y convocadas, la mayoría de las veces, por motivos intrascendentes, pero que sirven para que, la minoría que las convoca y dirige, haga oír su voz y politice y sensibilice a sus componentes, fomentado con ello el espíritu de solidaridad y llevar al convencimiento de la masa de que este procedimiento ‘democrático’ es

el que, a la postre, ha de tomar carta de naturaleza en todas las relaciones entre trabajo-capitalismo-administración”<sup>11</sup>.

Por último, la acción colectiva reivindicativa facilitó, incluso forzó, la acción unitaria del antifranquismo, a veces difícil pero siempre esencial para enfrentarse con la dictadura. Los militantes de grupos con ideologías distintas y con proyectos políticos también diferentes debían colaborar para poder obtener una movilización amplia y con posibilidades de éxito.

La conflictividad social antifranquista se desarrolló en varios ámbitos, destacando, en primer lugar, en el obrero. En efecto, desde 1962 los conflictos obreros, pese a la represión patronal y política, dejaron de ser algo excepcional y de forma creciente alteraron el orden laboral y, con frecuencia, el orden público. Desde 1963 el Ministerio de Trabajo, y desde 1966 la Organización Sindical Española (OSE), elaboraron informes anuales sobre la conflictividad laboral que permiten apreciar, a pesar de sus insuficiencias y sesgos, una tendencia continuada, aunque con algunas fluctuaciones, al crecimiento del número de lo que denominaban “conflictos colectivos”, de los trabajadores participantes en ellos y de las horas de trabajo perdidas, así como su distribución sectorial y territorial, el tamaño de las empresas afectadas y las causas de las acciones obreras. Complementados con los informes policiales y de las autoridades políticas y, obviamente, contando con los documentos del antifranquismo y con los testimonios de los activistas disponemos de un conocimiento cada vez más sólido de la cuestión<sup>12</sup>.

Las reivindicaciones salariales y de mejoras en las condiciones de trabajo fueron habitualmente los factores desencadenantes de las acciones obreras; para los trabajadores eran absolutamente legítimas en un contexto de “desarrollo” económico que la dictadura pretendía capitalizar políticamente. Si la riqueza del país estaba creciendo ostensiblemente, los trabajadores consideraron lógico que debían mejorar sus condiciones de vida. El autoritarismo patronal y la solidaridad estuvieron igualmente presentes en el origen de un número creciente de conflictos.

---

11 AGA, Gobernación, *Memoria del Gobierno Civil de Barcelona*, 1972, c. 473. No debe concluirse que las asambleas, obreras, vecinales o estudiantiles, podían celebrarse libremente. Al contrario, la libertad de reunión continuaba ausente del ordenamiento franquista, pero la dictadura se encontró con la creciente dificultad de impedir todo tipo de reunión, aunque su represión fuera constante.

12 Entre un buen número de estudios, ver BALFOUR, S.: *Los trabajadores y la ciudad. El movimiento obrero en el área metropolitana de Barcelona (1939-1988)*, Valencia, Edicions Alfons el Magnànim. 1994; BABIANO, J.: *Emigrantes, cronómetros y huelgas. Un estudio del trabajo y de los trabajadores durante el franquismo. (Madrid, 1951-1977)*, Madrid, Siglo XXI/Fundación 1º de Mayo, 1995; MOLINERO, C., YSÀS, P.: *Productores disciplinados y minorías...*; PÉREZ. J.A.: *Los años del acero. La transformación del mundo laboral en el área industrial del Gran Bilbao (1958-1977)*. *Trabajadores, convenios y conflictos*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2001; DOMÈNECH, X.: *Clase obrera, antifranquismo y cambio político. Pequeños grandes cambios, 1956-1969*, Madrid, La Catarata, 2008.

La elaboración de los convenios colectivos se convirtió en un momento propicio para el planteamiento de reivindicaciones, aunque no existiera una negociación entre representantes reales de los trabajadores y los empresarios. Ello significaba que la presión obrera debía dirigirse a la vez sobre los patronos y sobre los representantes “oficiales” de los trabajadores. En los convenios de ámbito superior a la empresa, dicha representación estaba en manos de los jefes falangistas de la Organización Sindical; en los convenios de empresa, que se establecieron básicamente en las de mayor dimensión, la representación obrera procedía del “jurado de empresa”, un órgano cuyos vocales obreros eran elegidos por los trabajadores. Ello implicó que, a medida que activistas antifranquistas lograron ocupar dichos cargos, pudieran desarrollarse negociaciones con representantes legítimos de ambas partes, aunque los instrumentos de control de la OSE y la presión patronal comportaron que, en muchos “jurados de empresa”, predominara hasta fechas muy tardías la presencia de trabajadores con actitudes de subordinación a los patronos y a las directrices de la Organización Sindical. Por ello, una parte de los conflictos se desarrollaron al margen de la negociación de los convenios, en el momento que los trabajadores consideraban que estaban en mejores condiciones para plantear sus reivindicaciones o cuando determinados acontecimientos las precipitaban.

La conflictividad obrera se desarrolló principalmente en las zonas más industrializadas, con una elevada población obrera y con arraigadas tradiciones sindicales. Las áreas industriales de Cataluña, del País Vasco y la minería asturiana fueron los principales escenarios de las huelgas y de otras protestas obreras; durante los años sesenta concentraron anualmente entre el 50% y el 75% de la totalidad de los conflictos registrados. Por otra parte, el proceso de industrialización fue incorporando otras zonas al mapa de la conflictividad: Madrid, Pamplona, Vitoria, Valladolid, Ferrol, Vigo, Valencia o Sevilla. El mayor número de conflictos se desarrolló en sectores como la minería, la industria textil y, sobre todo, la metalurgia, la rama industrial que creció más intensamente en esos años y que habitualmente suponía en torno al 50% de la totalidad, aunque más tardíamente en el sector de la construcción y en las industrias químicas hubo numerosos conflictos, así como en determinadas actividades terciarias como la banca, la enseñanza y la sanidad. Por último, las grandes y medianas empresas concentraron el mayor número de conflictos; era donde existían las mejores condiciones para la acción colectiva, empezando porque era en ellas donde podían formarse grupos de activistas con una mínima capacidad de acción.

Para la movilización reivindicativa con una amplia participación de trabajadores era necesario un núcleo de activistas dispuestos a arriesgarse y a ejercer el liderazgo de las acciones colectivas, así como unas mínimas estructuras clandestinas, condición indispensable para sobrepasar los límites de una empresa y para articular la solidaridad. También eran necesarias o al menos convenientes “coberturas” legales, como los cargos de elección directa de los trabajadores.

El PCE había optado desde el final de la década de 1940 por la utilización de los cargos electivos de la OSE, consciente que ello facilitaba la organización de los trabajadores y el fortalecimiento del propio partido y además, gradualmente, fue adoptando la movilización reivindicativa como el principal instrumento de lucha antifranquista. El activismo católico, organizado en las Hermandades Obreras de Acción Católica (HOAC) y en la Juventud Obrera Católica (JOC), fue otro núcleo fundamental en el impulso de la acción colectiva obrera y en la utilización de la estructura sindical franquista. Ambos núcleos activistas convergerían en las Comisiones Obreras (CC.OO.), que tendrían una primera fase de formación y despegue entre 1963 y 1966<sup>13</sup>.

Las CC.OO. se convirtieron en el eje vertebrador del activismo obrero, con un peso fundamental de los militantes comunistas, y, al mismo tiempo, en el principal instrumento del antifranquismo, tal como en 1967 afirmaba el gobernador civil de Oviedo en un informe al secretario general del Movimiento: las Comisiones Obreras “constituyen la base más amplia y peligrosa de la oposición al Régimen Español”<sup>14</sup>. Las CC.OO se definieron como un movimiento socio-político, rechazando tanto constituirse como un nuevo sindicato instalado en la clandestinidad, lo que había llevado a la parálisis y a la práctica desaparición de la CNT y de la UGT, como definirse estrictamente en términos sindicales, rechazando el modelo tradicional de sindicato, aunque aspirando a constituir en un futuro democrático una organización sindical con los rasgos del propio movimiento de Comisiones: unitario, democrático e independiente. Unitario para agrupar a todos los trabajadores, al margen de adscripciones políticas y de creencias religiosas; democrático, con la asamblea obrera como órgano central, al menos hasta donde las condiciones lo permitieran, tanto para lograr la máxima movilización como para dotarse de la máxima protección posible; e independiente, del Estado, de la patronal los grupos políticos<sup>15</sup>.

---

13 La principal obra de carácter general sigue siendo RUIZ, D. (dir.), *Historia de Comisiones Obreras (1958-1988)*, Madrid, Siglo XXI, 1993. Entre los estudios regionales ver, GABRIEL, P. (coord.), *Comissions Obreres de Catalunya, 1964-1989. Una aportació a la historia del moviment obrer*, Barcelona, CERES/Empúries, 1989; GÓMEZ ALÉN, J., *As CC.OO. de Galicia e a conflictividade laboral durante o franquismo*, Vigo, Xerais, 1995; GÓMEZ RODA, A., *Comisiones Obreras y represión franquista*, Valencia, Publicacions de la Universitat de València, 2004; MARTÍNEZ FORONDA, A. (coord.), *La conquista de la libertad. Historia de las Comisiones Obreras de Andalucía, 1962-2000*, Puerto Real, Fundación de Estudios Sindicales, 2003. Ver también FOWERAKER, J.: *La democracia española. Los verdaderos artífices de la democracia en España*, Madrid, Arias Montano, 1990.

14 AGA, Presidencia, SGM, *Informe sobre las llamadas ‘Comisiones Obreras’*, mayo de 1967, c.18.820.

15 Tales rasgos se materializaron con limitaciones e incluso contradicciones. Una cosa era convertir la asamblea de trabajadores en el eje del movimiento y otra que pudieran efectivamente celebrarse asambleas en las empresas y elegirse en ellas a las comisiones; la proclamada

La combinación de legalidad e ilegalidad, tanto en las formas de organización y de actuación como en las reivindicaciones, se reveló especialmente eficaz. Por una parte, los activistas actuaban abierta y públicamente y convocaban e intervenían en asambleas y muchos ocupaban cargos de elección de los trabajadores –“enlaces sindicales” y vocales de los “jurados de empresa”– pero a la vez existía una red clandestina; por otra parte, las reivindicaciones se presentaban hasta donde era posible en el marco de la legalidad franquista, pero transgrediéndola cuando era necesario, y a las reivindicaciones estrictamente laborales se añadían otras de naturaleza política, como la libertad sindical. Además, la combinación de legalidad e ilegalidad favoreció el “circuito virtuoso” entre activismo y movilización: los activistas eran esenciales para la movilización y esta propiciaba el crecimiento del activismo, y cuanto más extenso era el activismo mayores eran las posibilidades de movilización.

La conflictividad obrera, además de sus efectos socio-económicos, en especial en la mejora de las condiciones de vida de los trabajadores, erosionó de forma muy notable a la dictadura y de manera especial a la OSE. En 1975, tras los notables éxitos de las candidaturas propiciadas por CC.OO. en las elecciones sindicales, pese a las múltiples maniobras de los jerarcas falangistas para evitarlo, se extendió lo que Rodolfo Martín Villa, entonces gobernador civil de Barcelona, denominó años después la sensación de “cerco” al bunker sindical, a resultados de que “se había poblado de comunistas la estructura sindical española en sus niveles inferiores”<sup>16</sup>.

Las formas de organización y de acción obrera facilitaron que otros movimientos sociales transitaran por vías previamente experimentadas y abrieron espacios que después la dictadura no pudo cerrar. Los trabajadores que reivindicaron derechos ejerciéndolos – de huelga, de asociación, de manifestación, de expresión – contribuyeron además al crecimiento de posiciones críticas con la dictadura a partir de la represión que ésta se veía obligada a ejercer, no contra desconocidos “subversivos” clandestinos sino contra activistas que actuaban públicamente y que defendían reivindicaciones ampliamente compartidas por muchos trabajadores que, con frecuencia, les habían depositado explícita y formalmente su confianza.

Más tardíamente y de forma gradual fue entrando en escena una conflictividad vecinal, producto del malestar causado por las condiciones de vida imperantes en las barriadas periféricas de las ciudades que estaban creciendo al calor del proceso de industrialización y de los importantes movimientos migratorios internos que lo acompañaron. La ausencia de políticas de ordenación del territorio, o su subordinación a los intereses de propietarios del suelo y de constructores,

---

voluntad de independencia coexistía con la actuación de los militantes que pretendían que las propuestas de sus grupos fueran adoptadas.

16 MARTIN VILLA, R.: *Al servicio del Estado*, Barcelona, Barcelona, 1984, pp. 14-16.

los déficits extremos en las infraestructuras urbanas esenciales – según los lugares, suministro de agua, de electricidad, alcantarillado, asfaltado de las calles, transporte público – así como de servicios sociales indispensables – asistencia sanitaria, escuelas – acabó generando unas primeras acciones reivindicativas que constituirían el germen del movimiento urbano o vecinal<sup>17</sup>.

Las reivindicaciones vecinales tenían muy escasos cauces para formularse dentro de la legalidad y, además, no solían obtener ninguna solución o tan solo vagas promesas. Ello determinó que sus impulsores tuvieran que plantearse acciones transgresoras, como concentraciones, manifestaciones y otras formas de protesta obviamente excluidas del orden franquista y que comportaban inevitablemente la confrontación con las autoridades y con las instituciones del régimen.

Como la conflictividad obrera, la vecinal no puede explicarse sin la configuración de un activismo que en sus inicios presenta una notable heterogeneidad. Según el lugar y el momento, centros parroquiales, asociaciones acogidas a la Ley de Asociaciones de 1964, algunas asociaciones de “Cabezas de Familia” y otras entidades fueron el marco para la formación de grupos de vecinos decididos a actuar colectivamente para intentar resolver los graves problemas existentes. Fueron el embrión de las futuras Asociaciones de Vecinos, la mayoría creadas después de 1970 y muchas no legalizadas hasta después de 1975. Papel destacado tuvieron muchas mujeres, tanto amas de casa como trabajadoras asalariadas, tanto en la formación del activismo vecinal como en las acciones desarrolladas. Tuvieron un papel igualmente relevante sacerdotes, asistentes sociales y grupos católicos, y las nuevas parroquias facilitaron muchas veces un paraguas protector frente a las autoridades franquistas. No faltaron los militantes antifranquistas, muchos de ellos aportando la experiencia adquirida en los conflictos laborales, dispuestos a señalar al régimen, empezando por las corporaciones locales franquistas, como responsable último de los problemas de los vecinos.

El movimiento vecinal se organizó sobre tres pilares fundamentales: una organización abierta a todos los habitantes del barrio que utilizaba hasta forzarla la legalidad franquista; la formulación de reivindicaciones básicas compartidas por la inmensa mayoría de vecinos; y las demandas de democracia partiendo habitualmente de la exigencia de legalización de la asociación vecinal y culminando con la reivindicación de ayuntamientos democráticos, fruto de la voluntad popular y, por lo tanto, sensibles a los elementales problemas de urbanización y de servicios de los barrios.

---

17 Sobre el movimiento vecinal, entre una bibliografía en crecimiento, ver CASTELLS, M., *Crisis urbana y movimiento social*, Madrid, Siglo XXI, 1981; HUERTAS CLAVERIA, J.M. y ANDREU, M., *Barcelona en lluita. El moviment urbà, 1965-1996*, Barcelona, Federació d'Associacions de Veïns, 1996; PÉREZ QUINTANA, V., SÁNCHEZ LEON, P. (eds.), *Memoria ciudadana y movimiento vecinal. Madrid, 1968-2008*, Madrid, La Catarata, 2008; MOLINERO, C. e YSÀS, P. (coords.), *Construint la ciutat democràtica. El moviment veïnal durant el tardofranquisme i la transició*, Barcelona, Icaria, 2010.

La conflictividad vecinal fue determinante para que las instituciones locales franquistas empezaran a dar respuestas a las demandas sin por ello evitar una profunda erosión, fruto de su ilegitimidad, de su escasa receptividad y de su connivencia con intereses especulativos. El movimiento vecinal en las grandes ciudades españolas acabó convirtiéndose en un espacio de socialización política que contribuyó al crecimiento de la militancia en los grupos antifranquistas. La represión tenía, por último, una dificultad creciente: ¿cómo presentar como “subversivas” acciones que pedían tan solo, por ejemplo, que se instalara un semáforo en un cruce urbano peligroso, o que se construyera una escuela para paliar el déficit de plazas escolares?

Antes que emergiera la potente movilización vecinal, que Manuel Castells calificó como la más amplia y significativa de las existentes en Europa desde 1945<sup>18</sup>, se había desarrollado un movimiento estudiantil que muy pronto adoptó un inequívoco carácter antifranquista. Ya en 1956, una primera protesta universitaria contra la prohibición de la celebración de un congreso libre de estudiantes mostró las dificultades de la dictadura franquista para mantener el control de las universidades tal como había logrado en los tres lustros anteriores<sup>19</sup>. En los años siguientes, las actitudes críticas con el régimen político crecieron continuamente sin que el Sindicato Español Universitario lograra encauzar el malestar estudiantil, en buena parte alimentado por la censura estricta traducida en una asfixia cultural cada vez más insoportable para una nueva generación, expresión en última instancia de la ausencia de libertades y derechos fundamentales. Las contradicciones entre la retórica oficial y la realidad social del país, así como la mediocridad de buena parte del profesorado y el papel alumbrador de una minoría crítica del mismo alimentaron también el disenso estudiantil que se dirigió en esos años a combatir al sindicato oficial de obligatoria afiliación.

A partir de 1965-1966, las universidades de Madrid y Barcelona, y rápidamente las del resto de España, se convirtieron en espacios con una conflictividad continuada que rompió irreparablemente el orden franquista en las aulas y que, con frecuencia, lo alteró gravemente en las calles. Las protestas estudiantiles de febrero y marzo de 1965 en Madrid<sup>20</sup>, que contaron con el apoyo de prestigiosos profesores<sup>21</sup>, fueron el arranque del proceso que culminaría con la creación

18 CASTELLS, M, *La ciudad y las masas. Sociología de los movimientos sociales urbanos*, Madrid, Alianza Editorial, 1986, p. 299.

19 Para los acontecimientos de 1956, MESA, R., *Jaraneros y alborotadores. Documentos sobre los sucesos estudiantiles de febrero de 1956 en la Universidad Complutense de Madrid*, Madrid, UCM, 1982; ÁLVAREZ COBELAS, J., *Envenenados de cuerpo y alma. La oposición universitaria al franquismo en Madrid (1939-1979)*, Madrid, Siglo XXI, 2004.

20 BELMONTE, F., *Madrid, février 1965. Une ligne de partage ?*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, 2008.

21 Fueron expulsados por ello Enrique Tierno Galván, José Luis López Aranguren, Agustín García Calvo y sancionados con dos años de suspensión Mariano Aguilar Navarro y Santiago